

**Rapport annuel d'activités
2013**

DG Finances

Table des matières

0. SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET	3
1. OBJECTIFS.....	4
1.1. Objectifs de la direction générale	4
1.2. Évaluation de la faisabilité et des risques potentiels associés	4
2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS - UTILISATION DES RESSOURCES	6
2.1. Environnement de la direction générale	6
2.2. Ressources humaines de la DG	8
2.3. Exécution budgétaire 2013	8
2.3.1. Crédits finaux et crédits initiaux.....	8
2.3.2. Crédits finaux et crédits engagés.....	10
2.3.3. Crédits engagés et paiements effectués	12
2.3.4. Utilisation des crédits reportés automatiques et non automatiques de 2012 à 2013.....	14
2.3.5. Utilisation des crédits correspondant à des recettes affectées	14
2.4. Résultats obtenus	15
3. ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE, Y COMPRIS UNE ÉVALUATION GLOBALE DU RAPPORT COÛT- EFFICACITÉ DES CONTRÔLES (ART. 66, PAR. 9, DU RF)	18
4. CONCLUSIONS.....	19
5. DÉCLARATION DE L'ORDONNATEUR DÉLÉGUÉ	21
6. ANNEXES.....	22
6.1. Relevés d'exécution budgétaire 2013	22
6.2. Rapport sur le respect des délais de paiement	37
6.3. Liste des exceptions - dérogations à la réglementation	38
6.4. Obligations contractuelles de longue durée.....	41
6.5. Procédures négociées exceptionnelles - articles 53, 134 et 135 RAP	42
6.6. Résultat des évaluations ex post.....	44
6.7. Fonctions sensibles	46
6.8. Évaluation de la mise en œuvre des normes minimales de contrôle interne	49
6.9. Indicateurs d'activité et de résultats.....	54
6.10. Ponctualité des paiements importants	61

0. SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

Code	Type de crédits	€ ou %
	Crédits 2013	
A	Crédits initiaux	393.281.087
B	Crédits finaux	388.269.352
C	Engagements	386.455.656
D	Engagements en % des crédits finaux	1,00
E	Paiements	361.672.071
F	Paiements en % d'engagements	0,94
G	Annulations de crédits 2013	1.813.696
H	Annulations en % des crédits finaux	0,00
	Crédits reportés (automatiques et non automatiques) de 2013 à 2014	
I	Crédits reportés automatiques de 2013 à 2014	24.783.585
J	Crédits reportés automatiques de 2013 à 2014 en % des engagements	0,06
K	Crédits reportés non automatiques de 2013 à 2014	-
L	Crédits reportés non automatiques de 2013 à 2014 en % des crédits finaux	0,00
	Crédits reportés (automatiques et non automatiques) de 2012 à 2013	
M	Crédits reportés automatiques de 2012 à 2013	38.769.022
N	Paiements de crédits reportés automatiques de 2012 à 2013	36.669.842
O	Paiements de crédits reportés automatiques de 2012 à 2013 en % des crédits reportés automatiques de 2012 à 2013	0,95
P	Annulations de crédits reportés automatiques de 2012 à 2013	2.099.180
Q	Annulations de crédits reportés automatiques de 2012 à 2013 en % des crédits reportés automatiques de 2012 à 2013	0,03
R	Crédits reportés non automatiques de 2012 à 2013	-
S	Paiements de crédits reportés non automatiques de 2012 à 2013	-
T	Paiements de crédits reportés non automatiques de 2012 à 2013 en % des crédits reportés non automatiques de 2012 à 2013	-
U	Annulations de crédits reportés non automatiques de 2012 à 2013	-
V	Annulations de crédits reportés non automatiques de 2012 à 2013 en % des crédits reportés non automatiques de 2012 à 2013	-
	Recettes affectées 2013	988.316
W	Crédits de recettes affectées courantes 2013	917.733
X	Crédits de recettes affectées reportées à 2013	70.583
Y	Paiements de crédits de recettes affectées 2013 (courantes et reportées)	649.147
Z	Paiements de crédits de recettes affectées 2013 en % des crédits de recettes affectées 2013 (courantes et reportées)	0,66
AA	Crédits pour le virement de "ramassage"	6.224.500

1. OBJECTIFS

1.1. Objectifs de la direction générale

La DG Finances gère, dans l'intérêt de l'institution,

- les droits financiers et sociaux des députés, y compris l'assistance parlementaire;
- les dépenses liées aux groupes politiques et aux députés non inscrits, aux partis politiques européens et fondations politiques européennes et aux autres organisations d'intérêt européen;
- les services d'agence de voyage et d'assistance aux déplacements des députés;
- la coordination du budget de l'institution;
- le conseil et l'appui aux acteurs financiers de l'institution et le développement du système d'information financière;
- les fonctions de comptabilité et de trésorerie du Parlement et du Médiateur européen, y compris l'inventaire;
- les dépenses de formation et la mise à disposition de professeurs de langues pour les députés.

Les objectifs spécifiques de la DG Finances sont définis dans le programme de travail administratif pour les années 2012-2014 du Secrétaire général, qui comprend cinq projets pour la DG Finances:

- la refonte du système d'information financière (rFIS);
- la création d'un portail des députés pour les droits financiers des députés;
- la révision des règles financières à la suite de la modification du règlement financier;
- concernant le financement des partis politiques et des fondations: la modification des règles et procédures internes;
- la simplification et l'harmonisation des procédures de réservation pour les voyages.

En outre, dans le cadre de ses missions ordinaires, la DG FINS s'est donné des objectifs précis à atteindre en fixant des critères pour l'évaluation de sa performance. Ce sont les objectifs suivants:

- Bonne exécution de ses missions essentielles:
 - * exactitude des paiements;
 - * ponctualité des paiements;
 - * qualité des services offerts;
 - * coordination et supervision effectives du budget du PE;
 - * traitement comptable effectif des opérations du PE.
- Utilisation efficiente des ressources humaines, dont le suivi se fait grâce à la définition de programmes de travail par unité et au rapport entre ressources humaines disponibles et charge de travail au moyen d'indicateurs d'activité pour chaque mission.
- Bonne gestion budgétaire des crédits de la DG Finances.
- Légalité et régularité des opérations (exceptions, observations des vérificateurs ex ante, Cour des comptes, auditeur interne, etc.).

1.2. Évaluation de la faisabilité et des risques potentiels associés

La réalisation des missions confiées à la DG Finances s'est avérée réalisable à ce jour. Toutefois, ces missions comportent certains types de risques. En coopération avec le gestionnaire des risques, la DG Finances a analysé et regroupé ses risques en risques

normatifs, risques stratégiques et risques opérationnels. L'analyse des risques et un aperçu de la gestion des risques ont été communiqués dans une note au gestionnaire des risques le 20 janvier 2012 et la situation a été réexaminée et mise à jour en décembre 2012 et en juin 2013.

- Les **risques normatifs** sont ceux qui résultent de l'application non systématique des règles applicables. Ils se subdivisent en risques de non-conformité à la gestion financière spécifique de la DG Finances en tant qu'ordonnateur délégué et en risques normatifs découlant de la gestion financière transversale assurée par la DG Finances pour le compte de l'institution.

L'analyse des risques de non-conformité a permis d'identifier les secteurs de l'assistance parlementaire et des frais de voyage comme secteurs prioritaires pour les contrôles ex post. La DG Finances estime qu'au vu de son importance financière et des particularités de son environnement financier, elle présente un risque inhérent de non-conformité qui, malgré toutes les mesures adoptées et la volonté continue d'amélioration, ne peut être totalement écarté. Elle estime néanmoins que les risques résiduels ne sont pas "critiques" au sens des instructions en vigueur en matière de gestion des risques dans la mesure où il est peu probable qu'une erreur matérielle intervienne dans un avenir prévisible.

Une exception récente à cette conclusion générale a été le risque de non-respect des délais prévus à l'article 67, paragraphe 1, point f), des règles d'application des règles financières pour le règlement des paiements effectués par le régisseur d'avance en vue du remboursement des frais de voyage et de séjour des députés. En 2013, toutefois, l'unité a réorganisé ses procédures et concentré son action sur ce point, ce qui a permis de réduire considérablement ces retards et de les ramener dans les délais réglementaires au cours des derniers mois de l'exercice. La DG Finances estime que ce problème peut désormais être retiré du registre des risques.

Aucun risque résiduel significatif n'est apparu du fait des fonctions financières transversales de la DG Finances. Au contraire, on pourrait souligner que les instruments gérés par la DG Finances permettent de réagir de manière adéquate face aux risques de gestion financière de l'institution, notamment par les orientations et les réponses apportées aux acteurs financiers par l'unité financière centrale, l'amélioration de la sécurité juridique grâce au Forum Marchés publics (dont le secrétariat est assuré par la DG Finances) ou l'instance spécialisée en matière d'irrégularités financières, qui permet d'assurer l'examen et le traitement adéquats des cas d'irrégularités éventuelles signalées.

- Les **risques stratégiques** (c'est-à-dire liés à la préparation et à l'exécution du budget) ne présentent pas de risques résiduels significatifs et sont suffisamment contrôlés par la DG. Seule l'introduction d'un nouveau système de gestion financière destiné à remplacer et à améliorer les applications actuelles constitue un risque significatif. Il a été inscrit au registre des risques.
- Les **risques opérationnels** ont été tout particulièrement pris en considération lors de la révision, en 2011, du cadre de contrôle interne de la DG Finances et lors du relevé, en 2013, de toute action en souffrance à ce propos. Des objectifs spécifiques ont été définis afin d'identifier et d'éliminer les risques éventuels dus à une gestion inefficace et inefficace. Des indicateurs de résultats ont été mis en place dans un souci de réalisation effective des activités essentielles (exactitude et ponctualité des paiements, qualité du service offert), d'utilisation efficiente des ressources humaines (programmes de travail

formalisés de tous les services) et de bonne gestion budgétaire (afin d'éviter le manque de crédits ou un excédent de crédits trop important). Les risques opérationnels dus à la continuité des services offerts par la DG Finances peuvent être considérés comme étant sous contrôle, notamment la continuité des services de l'agence de voyage. Ceci vaut également pour le risque d'interruption ou de baisse de la qualité du service de voyage qui serait dû à la fin du contrat avec l'agence de voyage du Parlement, soit à son expiration, soit en raison d'une faillite ou d'autres incidents. Ce risque a désormais été réglé avec l'agence de voyage à compter du 1^{er} janvier 2014. Un autre risque opérationnel est lié à la charge financière résultant du financement des pensions des députés, et en particulier du fonds de pension pour le régime de pension volontaire. Fin 2012, le calcul de l'obligation actuarielle totale du fonds de pension s'établissait à 373,6 millions d'EUR et ses actifs à seulement 165,7 millions d'EUR, soit un déficit de 207,9 millions d'EUR. Toutefois, le déficit est réparti sur plusieurs décennies, de sorte que la charge annuelle pour le budget du Parlement sera limitée.

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS - UTILISATION DES RESSOURCES

2.1. Environnement de la direction générale

La réalisation des objectifs de la DG Finances en ce qui concerne ses missions principales et ses objectifs spécifiques énoncés dans le programme de travail administratif est liée à trois facteurs extérieurs:

- les diverses règles qui régissent les travaux de la DG, notamment le règlement financier et ses modalités d'exécution, les règles internes relatives à l'exécution du budget du Parlement européen, le statut des députés au Parlement européen et ses mesures d'application (MASD) ainsi que le statut des fonctionnaires et le régime applicable aux autres agents, qui comprend les conditions d'emploi des assistants accrédités¹, et enfin les délibérations des organes politiques du Parlement responsables des décisions relatives à ce cadre réglementaire (Bureau, Questeurs, commission des budgets et commission du contrôle budgétaire);
- les rapports de service avec ses clients (députés, assistants et stagiaires, tiers payants, prestataires de services aux députés, partis et fondations politiques, groupes politiques, associations, prestataires de services à l'administration, autres DG);
- la disponibilité des ressources (ressources humaines et financières, espaces de bureau, matériel et applications informatiques) et la coopération avec ses "fournisseurs" (autres DG, acteurs extérieurs).

Parmi les principaux éléments intéressant les travaux de la DG Finances entre janvier et décembre 2013, on peut relever les éléments suivants:

- Les derniers ajustements de l'application des dernières décisions adoptées par le groupe temporaire d'évaluation de la mise en œuvre des statuts des députés et des assistants, comme la communication sur les rémunérations excessives.

¹ Règlement (CE) n° 160/2009 du Conseil du 23 février 2009 modifiant le régime applicable aux autres agents des Communautés européennes (JO L 55 du 27.2.2009, p. 1).

- L'appel d'offres pour sélectionner une nouvelle agence de voyage a été organisé et finalisé. Le nouveau marché a été conclu avec l'agence de voyage (entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2014).
- L'amélioration permanente des services aux députés, aux assistants et aux autres clients de la DG Finances en améliorant les systèmes informatiques, en poursuivant le développement de nouveaux outils tels que le portail des députés ou la facturation directe des réservations effectuées par les députés auprès de l'agence de voyage du Parlement, la simplification de la réservation et de la procédure de facturation pour les voyages.
- Le besoin permanent d'assurer un large éventail de missions avec un effectif de taille relativement modérée par rapport aux autres directions générales.
- La difficulté de trouver des candidats adéquats pour les postes vacants à tous les niveaux, et notamment des candidats possédant les connaissances spécifiques indispensables à la DG Finances, dont la vacance de plusieurs postes à la direction B pendant plusieurs mois.
- Les progrès réalisés dans les missions de nature informatique définies dans le programme de travail pour 2013 ont occupé une bonne part des ressources humaines disponibles pour l'informatique. Un temps considérable a par exemple été consacré aux tests du "paiement automatique des indemnités journalières", à la préparation de la phase pilote du portail des députés (projet 3 du programme de travail administratif) et à l'analyse des évolutions et modifications nécessaires dans le domaine de l'assistance parlementaire.
- La réglementation relative aux partis politiques et aux fondations politiques a été refondue à la lumière du nouveau règlement financier. Le texte révisé sera présenté au Bureau en 2014.
- Par ailleurs, l'équipe de LSA de la DG n'a pas ménagé ses efforts lors de la migration vers Windows 7 et Outlook 2010.
- Un groupe de travail inter-DG sous la présidence de l'unité du budget a été créé pour traiter de la problématique des fiches financières. Ce groupe s'est réuni en 2013 afin de préparer l'analyse ex post des coûts réels des réunions concernées de 2012.
- La coordination des rapports demandés par le groupe de travail conjoint du Bureau et de la commission des budgets est principalement assurée par l'unité du budget de la DG FINS et plusieurs analyses et rapports ont été préparés dans ce cadre.
- Quant à la refonte du système de gestion financière, la description des processus métiers à mettre en place pour le nouveau système a été fournie par le contractant externe en février 2013. La DG FINS continue ses travaux sur les questions soulevées par cette version du document et poursuit le développement du projet.

Enfin, la DG FINS prépare la fin de la législature. Cette activité occupe une part importante de ses ressources à tous les niveaux de la DG.

- Analyse du besoin d'adaptations supplémentaires des mesures d'application, qui comprend des mesures destinées à anticiper les situations liées à la fin de la législature ainsi que des mesures visant à améliorer la gestion des indemnités des députés à l'avenir. Ces propositions ont été remises au Secrétaire général.
- Un groupe de travail de la direction B a analysé l'incidence de la fin de la législature sur les droits sociaux et financiers des députés. Il a effectué une première analyse des mesures à adopter pour faire face à la situation découlant de la fin de la législature. La communication 22/2013 des Questeurs a été envoyée aux députés afin de les informer des mesures à prendre à propos de leurs assistants avant la fin de la législature. Un projet de vade-mecum a également été rédigé afin d'informer les députés sortants de leurs droits; il est en cours de finalisation et devrait être transmis aux députés par une communication des Questeurs avant la fin de l'année.

- Analyse des incidences budgétaires de la date butoir anticipée du 1^{er} juillet 2014.
- Analyse des incidences informatiques de la date butoir.
- La DG FINS participe également au groupe constitué par le Secrétaire général et présidé par l'un des directeurs de la DG FINS en vue de préparer l'arrivée des nouveaux députés.
- Les questions relatives à la fin de la législature et à son incidence financière ont également été l'objet des journées d'étude de la DG FINS de cette année. Par conséquent, les séminaires ont également comporté des interventions d'orateurs extérieurs à la DG FINS (députés, Secrétaire général adjoint, DG Personnel).

2.2. Ressources humaines de la DG

Malgré des effectifs de taille modérée par rapport aux autres directions générales, la DG Finances assure, de manière efficiente et dans les délais, un large éventail de missions. Contrairement aux autres DG du Parlement européen, la DG FINS n'a toujours pas mis en place de direction des ressources.

Comme les demandes du tableau des effectifs de 2013 n'ont été honorées qu'en partie, la DG Finances a dû à nouveau ajuster son tableau des effectifs actuel pour l'adapter à ses besoins réels. Le tableau initial a été adapté le 19 avril 2013 par la conversion de deux postes AST en deux postes AD et par le retrait d'un poste AD.

	Postes organigramme 2013		Effectifs 2013 (31/12/2013)				Total 2013
	01/01/2013	19/04/2013	Fonctionnaires	Temporaires	Contractuels	Personnel externe	
AD	51	52	41	6*	1	3	51
AST	140	138	121	3	16	35	175
Total	191	190	162	9	17	38	226

* professeurs de langue (agents temporaires sur postes temporaires)

Les actions spécifiques suivantes ont eu lieu:

- 36 postes AST et 6 postes AD ont été publiés et 35 procédures de recrutement de niveau AD et AST ont été finalisées. Il convient de noter qu'il a été difficile de trouver, en interne ou au niveau interinstitutionnel, des candidats valables pour les postes exigeant des compétences spécifiques.
- Finalisation du transfert (de Luxembourg à Bruxelles) du service de contrôle de l'unité des frais de voyage et de séjour des députés.
- Au cours de la période couverte par le présent rapport, de nombreuses formations spécifiques ont été organisées, proposées et effectuées.

2.3. Exécution budgétaire 2013

2.3.1. Crédits finaux et crédits initiaux

En 2013, 11 virements de crédits ont été effectués pour un montant total de 5 011 735 EUR. Ils se sont traduits par une réduction de 1,3 % des crédits initiaux (393 281 087 EUR).

500 000 EUR du sous-poste 4220-01 (Assistance parlementaire: assistants locaux) au poste 4222 (Différences de change) – P1 – 25/06/2013

150 000 EUR du sous-poste 3200-06 (Acquisition d'expertise: sécurité) au sous-poste 3200-03 (Acquisition d'expertise: administration) – S17 – 18/07/2013

1 500 000 EUR du sous-poste 4220-01 (Assistance parlementaire: assistants locaux) au sous-poste 4220-02 (Assistance parlementaire: assistants accrédités) – S26 – 13/10/2013

200 000 EUR du poste 4222 (Différences de change) au sous-poste 4220-02 (Assistance parlementaire: assistants accrédités) – P10 – 15/11/2013

1 600 000 EUR Ramassage 2013– C9 – 28/11/2013

Poste /sous-poste	Libellé	Ramassage 2013
1005	Autres frais de voyages	1 100 000
1006 (*)	Indemnité de frais généraux	-128 650
1010	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	-321 350
1012	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	-130 000
1020	Indemnités transitoires	-500 000
1030	Pensions d'ancienneté	1 600 000
1031	Pensions d'invalidité	-20 000
TOTAL		1 600 000

5 129 700 EUR Deuxième ramassage 2013– C12 – 28/11/2013

Poste /sous-poste	Libellé	Ramassage 2013
1000	Indemnités	-1 800 000
1006	Indemnité de frais généraux	-140 000
1007	Indemnités de fonctions	-7 390
1010	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	-206 110
1031	Pensions d'invalidité	-58 000
1406	Observateurs	-135 000
3020-06	Frais de réception et de représentation: représentation et fonctionnement du cabinet du Président	-16 000
3020-08	Indemnités pour les députés chargés d'une fonction officielle	-50 000

3049	Frais de prestations de l'agence de voyage	-56 000
3200-03	Acquisition d'expertise: experts pour l'administration	-5 200
4000	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits	-48 000
4020	Financement des partis politiques européens	-208 000
4220-01	Assistance parlementaire: assistants locaux	-2 300 000
4222	Différences de change	-100 000
TOTAL		-5 129 700

1 170 000 EUR du sous-poste 1004-02 (Frais de voyages ordinaires: délégations parlementaires) au sous-poste 1004-01 (Frais de voyages ordinaires: sessions, commissions) – S38 – 06/12/2013

60 000 EUR du poste 1020 (Indemnités transitoires) au poste 1050 (Cours de langues et d'informatique) – C11 – 10/12/2013

100 000 EUR du sous-poste 3200-02 (Acquisition d'expertise: études) au sous-poste 3200-03 (Acquisition d'expertise: administration) – S31 – 12/12/2013

5 965 EUR du sous-poste 3200-08 (Acquisition d'expertise: maison de l'histoire européenne) au sous-poste 3200-03 (Acquisition d'expertise: administration) – S41 – 12/12/2013

700 000 EUR du sous-poste 1004-02 (Frais de voyages ordinaires: délégations parlementaires) au sous-poste 1004-01 (Frais de voyages ordinaires: sessions, commissions) – S42 – 18/12/2013

2.3.2. *Crédits finaux et crédits engagés*

Quelque 99,5 % du total des crédits (388,3 millions d'EUR) disponibles en 2013 ont été engagés. Le reste (0,5 %) des crédits non engagés équivalait à quelque 1,8 million d'EUR. Il convient de souligner que le montant non engagé à la fin de 2012 était de 6,5 millions d'EUR, soit 1,7 % du total des crédits de 2012.

POSTE	LIBELLÉ	CRÉDITS FINAUX	ENGAG.	DIFF - EUR	DIFF - %
1000	Indemnités	69 593 074	69 543 044	50 030	0,0
1004	Frais de voyages ordinaires	72 343 140	72 343 140	0	0,0
1005	Autres frais de voyage	6 154 639	6 154 639	0	0,0
1006	Indemnité de frais généraux	39 119 875	39 090 705	29 170	0,0
1007	Indemnités de fonctions	176 610	173 610	3 000	0,0
1010	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	2 241 540	2 215 739	25 801	0,0
1012	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	254 000	209 017	44 983	0,2
1020	Indemnités transitoires	240 000	183 008	56 992	0,2

POSTE	LIBELLÉ	CRÉDITS FINAUX	ENGAG.	DIFF - EUR	DIFF - %
1030	Pensions d'ancienneté	12 418 000	11 941 558	476 442	0,0
1031	Pensions d'invalidité	317 000	278 102	38 898	0,1
1032	Pensions de survie	2 820 000	2 692 561	127 439	0,0
1033	Régime de pension volontaire des membres	31 000	29 327	1 673	0,1
1050	Cours de langues et d'informatique	560 000	560 000	0	0,0
1406	Observateurs	312 449	312 000	449	0,0
2310	Charges financières	37 000	16 500	20 500	0,6
2320-02	Frais juridiques et dommages: autres dommages, intérêts et dettes antérieures	10 000	0	10 000	1,0
2380-02	Autres dépenses de fonctionnement administratif: assurance pour la trésorerie	40 000	40 000	0	0,0
3020-06	Frais de réception et de représentation: représentation et fonctionnement du cabinet du Président	24 000	24 000	0	0,0
3020-08	Frais de réception et de représentation: indemnités pour les députés chargés d'une fonction officielle	144 400	144 400	0	0,0
3049	Frais de prestations de l'agence de voyages	2 068 660	2 068 660	0	0,0
3200-03	Acquisition d'expertise: experts pour l'administration	900 765	874 018	26 747	0,0
4000	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits	58 702 000	58 697 494	4 506	0,0
4020	Financement des partis politiques européens	21 586 200	21 585 794	406	0,0
4030	Financement des fondations politiques européennes	12 400 000	12 400 000	0	0,0
4220-01	Assistance parlementaire: assistants locaux	84 700 000	83 840 699	859 301	0,0
4222	Différences de change	700 000	662 641	37 359	0,1
4400	Frais de réunion et autres activités des anciens députés	200 000	200 000	0	0,0
4420	Coûts des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne	175 000	175 000	0	0,0
	TOTAL	388 269 352	386 455 656	1 813 696	0,5%

La moitié de ce montant, soit quelque 859 000 EUR, était destiné à l'assistance parlementaire (sous-poste 4220-01), 476 000 EUR aux pensions de retraite FID et 127 000 EUR aux pensions de survie.

2.3.3. Crédits engagés et paiements effectués

Sur un montant total d'engagements effectués de 386,5 millions d'EUR, 24,8 millions d'EUR (6,4 %) n'ont pas été payés pendant l'exercice et ont été reportés à 2014. Il convient de souligner qu'en 2012, le montant des engagements non payés (quelque 38,8 millions d'EUR) représentait 10,3 % du total des engagements.

Ce montant est principalement dû aux besoins structurels découlant, d'une part, du remboursement des frais de voyage et de séjour et, d'autre part, du financement des partis politiques européens et des fondations européennes.

Les crédits reportés aux lignes budgétaires 1004-01 (13,6 millions d'EUR), 1004-02 (0,9 million d'EUR), 1005 (1,4 million d'EUR) et 3020-08 (62 365 EUR) doivent couvrir les demandes que les députés peuvent introduire jusqu'au 31 octobre 2014 pour des déplacements effectués en 2013.

Pour les lignes budgétaires 4020 (partis politiques européens) et 4030 (fondations politiques européennes), 20 % des crédits sont reportés afin de payer le solde de 20 % des subventions accordées après la présentation des comptes de 2013, ainsi que le prévoit la réglementation.

POSTE	LIBELLÉ	CRÉDITS FINAUX	ENGAG.	PAIEMENTS	DIFF - EUR	DIFF - %
1000	Indemnités	69 593 074	69 543 044	69 543 044	0	0,0%
1004	Frais de voyages ordinaires	72 343 140	72 343 140	57 839 207	14 503 933	20,0%
1005	Autres frais de voyage	6 154 639	6 154 639	4 706 424	1 448 215	23,5%
1006	Indemnité de frais généraux	39 119 875	39 090 705	39 090 705	0	0,0%
1007	Indemnités de fonctions	176 610	173 610	173 610	0	0,0%
1010	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	2 241 540	2 215 739	2 215 739	0	0,0%
1012	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	254 000	209 017	209 017	0	0,0%
1020	Indemnités transitoires	240 000	183 008	183 008	0	0,0%
1030	Pensions d'ancienneté	12 418 000	11 941 558	11 941 558	0	0,0%
1031	Pensions d'invalidité	317 000	278 102	278 102	0	0,0%
1032	Pensions de survie	2 820 000	2 692 561	2 692 561	0	0,0%
1033	Régime de pension volontaire des membres	31 000	29 327	29 327	0	0,0%
1050	Cours de langues et d'informatique	560 000	560 000	521 164	38 836	6,9%
1406	Observateurs	312 449	312 000	280 099	31 901	10,2%
2310	Charges financières	37 000	16 500	14 066	2 434	14,8%

POSTE	LIBELLÉ	CRÉDITS FINAUX	ENGAG.	PAIEMENTS	DIFF - EUR	DIFF - %
2320-02	Frais juridiques et dommages: autres dommages, intérêts et dettes antérieures	10 000	0	0	0	-
2380-02	Autres dépenses de fonctionnement administratif: assurance pour la trésorerie	40 000	40 000	7 790	32 210	80,5%
3020-06	Frais de réception et de représentation: représentation et fonctionnement du cabinet du Président	24 000	24 000	11 257	12 743	53,1%
3020-08	Frais de réception et de représentation: indemnités pour les députés chargés d'une fonction officielle	144 400	144 400	82 035	62 365	43,2%
3049	Frais de prestations de l'agence de voyages	2 068 660	2 068 660	1 713 813	354 847	17,2%
3200-03	Acquisition d'expertise: experts pour l'administration	900 765	874 018	49 224	824 794	94,4%
4000	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non-inscrits	58 702 000	58 697 494	58 023 349	674 145	1,1%
4020	Financement des partis politiques européens	21 586 200	21 585 794	17 268 634	4 317 160	20,0%
4030	Financement des fondations politiques européennes	12 400 000	12 400 000	9 919 998	2 480 002	20,0%
4220-01	Assistance parlementaire: assistants locaux	84 700 000	83 840 699	83 840 699	0	0,0%
4222	Différences de change	700 000	662 641	662 641	0	0,0%
4400	Frais de réunion et autres activités des anciens députés	200 000	200 000	200 000	0	0,0%
4420	Coûts des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne	175 000	175 000	175 000	0	0,0%
	TOTAL	388 269 352	386 455 656	361 672 071	24 783 585	6,4%

2.3.4. Utilisation des crédits reportés automatiques et non automatiques de 2012 à 2013

Le taux d'utilisation des crédits reportés de 2012 à 2013 était de 95 % à la fin de l'exercice (36,7 millions d'EUR sur un total de 38,8 millions d'EUR). Il convient de souligner que le taux d'exécution, en 2012, des crédits reportés de 2011 a été de 94 %.

Poste /sous-poste	Libellé	Crédits reportés	Paiements en 2013	Util. (%)
1004	Frais de voyages ordinaires	27 503 533	27 450 733	100 %
1005	Autres frais de voyages	2 731 126	2 729 502	100 %
1046	Observateurs	247 872	201 681	81 %
2310	Charges financières	1 810	1 641	91 %
2380-02	Autres dépenses de fonctionnement administratif: assurance pour la trésorerie	32 280	16 245	50 %
3020-08	Indemnités pour les députés chargés d'une fonction officielle	113 429	32 540	29 %
3049	Frais de prestations de l'agence de voyage	379 511	327 931	86 %
3200-03	Acquisition d'expertise: experts pour l'administration	730 768	714 993	98 %
4000	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits	857 640	504 550	59 %
4020	Contributions en faveur des partis politiques européens	3 779 999	3 286 181	87 %
4030	Contributions pour les fondations politiques européennes	2 391 054	1 403 845	59 %
	TOTAL	38 769 022	36 669 842	95%

La principale différence entre les reports disponibles en 2013 et les montants effectivement payés concerne les contributions aux partis politiques européens et aux fondations politiques européennes. Les paiements effectués à chacun des bénéficiaires des contributions ont suivi l'exécution de leur propre budget.

2.3.5. Utilisation des crédits correspondant à des recettes affectées

Un total de 917 734 EUR a été inscrit comme recettes affectées courantes, comme l'indique le tableau qui suit. Le poste le plus important à cet égard a été le sous-poste 1010-02, destiné à couvrir le remboursement des frais de maladie des députés (283 806 EUR déjà payés en juillet pour les factures de l'Office payeur). Tous les montants engagés ont été payés, comme l'indique le tableau.

Un montant de 70 583 EUR de recettes affectées reporté de 2012 pour le poste budgétaire 4000 (Groupes politiques et députés non inscrits) a été engagé et payé en 2013.

Les tableaux ci-dessous retracent la situation des recettes affectées courantes et des recettes affectées reportées de 2012 à 2013.

2.3.5.1 Situation des crédits de dépenses spécifiques/RA

Poste /sous-poste	Libellé	Crédits actuels	Crédits engagés	Crédits disponibles
1004	Frais de voyages ordinaires	105 766	96 688	9 078
1006	Indemnité de frais généraux	80 234	80 234	0
1010-02	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	283 806	283 806	0
1030-02	Pensions d'ancienneté	126 231	107 274	18 957
1032-02	Pensions de survie	10 863	10 563	300
4000	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits	181 670	0	181 670
4220-01	Assistance parlementaire: assistants locaux	129 164	0	129 164
TOTAL		917 734	578 565	339 169

2.3.5.2 Situation des crédits reportés sur dépenses spécifiques/RA

Poste	Libellé	Crédits actuels	Crédits engagés	Crédits disponibles
4000	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits	70 583	70 583	0
TOTAL		70 583	70 583	0

2.4. Résultats obtenus

Comme les missions essentielles de la DG Finances relèvent du secteur financier, leur objectif global peut être défini dans le sens où toutes les opérations financières doivent être effectuées de manière correcte et dans les délais tout en apportant la meilleure assistance et les meilleurs conseils possibles aux clients.

Les indicateurs de résultats spécifiques des services de la DG FINS sont détaillés à l'annexe 6.9.

Une évaluation globale des missions essentielles réalisées par la DG FINS telles que la gestion et le paiement des dépenses liées aux députés, aux groupes politiques et aux membres non inscrits, aux partis politiques européens et aux fondations européennes, les services d'agence de voyage, la coordination du budget de l'institution, les services de conseil et d'appui aux acteurs financiers de l'institution et le développement du système d'information financière, les fonctions de comptabilité et de trésorerie du Parlement, y compris l'inventaire, permettent de dire que la DG FINS a atteint ses objectifs au cours de la période couverte par le présent rapport.

Outre les missions essentielles de la DG FINS, dont l'objectif est avant tout d'améliorer les résultats, notamment pour mieux répondre aux besoins des clients de ses services, les résultats suivants peuvent être soulignés pour les projets de la DG FINS relevant du programme de travail administratif pour la période allant de 2012 à 2014.

Projet FINS 1 Vers un nouveau système d'information financière (rFIS)

Une première version du modèle de fonctionnement (haut niveau), dont les travaux ont débuté en septembre 2012, a été livrée en février 2013. Elle couvre les domaines fonctionnels suivants:

- la préparation et la consolidation budgétaire;
- la gestion financière (comptes créditeurs, comptes débiteurs, grand livre, comptabilité des valeurs immobilisées), y compris la gestion de la trésorerie et des paiements;
- la gestion et l'exécution du budget, comprenant l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses des divers domaines de responsabilité;
- la gestion des marchés publics et du patrimoine;
- la comptabilité analytique pour les divers centres de coût et produits (permanents et temporaires) gérés par le Parlement européen, y compris la comptabilité des projets (informatiques et autres) et des immobilisations.

La représentation graphique des processus métiers couverts par ces domaines fonctionnels a été finalisée en mars 2013. Ces processus ont à présent été précisés dans un modèle de fonctionnement détaillé dont l'équipe a repris les travaux depuis début septembre. Une série d'ateliers ont été organisés, principalement pour préciser les exigences métiers du PE. Ces travaux sont toujours en cours.

En ce qui concerne la gestion des changements opérationnels, la stratégie et les prestations qui s'y rapportent ont été définies et les travaux ont débuté. Les éléments livrables relatifs à la communication sur le projet et sur le programme de formation des membres de l'équipe du projet ont notamment été produits.

Projet FINS 2 Révision des règles financières à la suite de la modification du règlement financier

Les services de la DG FINS ont poursuivi la coordination avec la Commission et le Conseil afin d'adopter une ligne commune sur la mise en œuvre.

Une nouvelle version des règles internes a été préparée par les services de la DG FINS et a fait objet de consultations au sein du groupe de travail Inter-DG Finances. Le projet de document a été soumis au Secrétaire général. Après avis favorable du service juridique le 19 décembre 2013, il est donc envisageable de soumettre le projet de révision des règles internes au Bureau en février 2014.

À la suite de l'entrée en vigueur du nouveau règlement financier, plusieurs textes et plusieurs modèles ont également été adaptés et des formations ont été proposées aux services et aux fonctionnaires concernés.

Un plan d'assistance et de formation plus ciblées aux directions des ressources a été finalisé fin 2013 au niveau des unités et doit être lancé en janvier 2014.

Projet FINS 3 Portail des députés pour leurs droits sociaux et financiers

Le projet FINS 3 "Portail des députés pour leurs droits sociaux et financiers" entend donner aux députés un point d'accès unique où ils peuvent s'informer sur la situation et l'évolution de leurs droits sociaux et financiers découlant du statut des députés et de ses mesures d'application. Le portail devrait permettre à chacun des députés de gérer beaucoup plus facilement ses droits sociaux et financiers.

Le portail permettra notamment le dépôt électronique des demandes de remboursement par les députés, la consultation de leur dossier personnel (rémunération, indemnité transitoire, pensions, assurances), l'accès au courrier entrant et sortant lié à leurs droits sociaux, la consultation des budgets des députés à tout instant (indemnité d'assistance parlementaire, par exemple), l'accès aux documents échangés avec les tiers payants chargés de la gestion des contrats de travail des assistants locaux, le suivi des dossiers des frais de voyage, un système informatique de gestion des réunions entre les députés et les services de la DG FINS.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, une première version du portail pour les députés en exercice, consultable à l'intérieur des bâtiments du PE pour un petit nombre de formulaires et de données, a été livrée. Au cours du deuxième semestre, une présentation du portail a été organisée sous les auspices du vice-président en charge du dossier afin d'informer les principaux députés concernés. Les députés ont également été invités à participer à une phase pilote afin d'obtenir leurs réactions et celles de leurs assistants.

D'autres étapes (fonctionnalités supplémentaires pour les députés, dont la signature électronique, l'accessibilité depuis l'extérieur du PE, le portail des anciens députés et de leurs bénéficiaires, les tiers payants, la finalisation des archives) sont prévues dans un avenir proche, l'échéance étant décembre 2015 pour la finalisation de l'ensemble du système. La réussite de ce projet dépend largement d'autres fonctionnalités telles que la sécurité ou l'accès aux données confidentielles depuis l'extérieur du PE par les députés, les assistants, les anciens députés et les tiers payants ainsi que la signature électronique pour tous les acteurs concernés. L'échange électronique de données avec tous les acteurs suppose que tous les documents entrants et sortants qui sont échangés soient archivés et numérisés. Des discussions sont en cours avec d'autres DG afin de résoudre ces questions qui ne relèvent pas de la DG Finances.

Projet FINS 4 Financement des partis politiques et des fondations politiques

Le 12 septembre 2012, la Commission a présenté sa proposition relative à la réforme du règlement (CE) n° 2004/2003 relatif au financement des partis et fondations politiques. Le 29 novembre 2012, la Commission a présenté une proposition de modification du règlement financier concernant les partis. Une analyse des projets et de leur impact sur le système actuel a été effectuée.

Suite à l'adoption du rapport de M^{me} Giannakou par la commission AFCO le 23 avril 2013, le trilogue entre le Parlement, la Commission et le Conseil a commencé conformément à l'article 70 du règlement. Le rapport de M^{me} Gräßle a été adopté par la commission BUDG le 30 mai 2013. Les services suivent de près les futures étapes de la procédure législative. Le projet de calendrier programme le rapport pour la plénière de novembre. La DG FINS est obligée d'attendre le résultat de cette procédure avant d'entamer les actions prévues dans le programme de travail (mise à jour des mesures d'application internes et information des acteurs concernés).

Chaque groupe politique applique des règles différentes pour l'organisation de ses missions et la transmission des informations relatives aux réservations à l'agence de voyage (ainsi, les formulaires utilisés par certains groupes politiques ne comportent pas toujours toutes les informations nécessaires, les règles diffèrent pour l'autorisation des diverses catégories pour les déplacements par avion). D'après l'agence de voyage, cette situation a un effet négatif sur la procédure de réservation et les interactions avec les acteurs concernés. Par conséquent, la DG FINS examine, en coordination avec les groupes politiques, les possibilités d'unifier et de simplifier cette procédure. Des réunions ont eu lieu avec les groupes politiques. Un des principaux groupes politiques travaille à la définition d'une nouvelle fiche de réservation et une évaluation sera demandée après quelques mois. En fonction du résultat de cette action, la DG FINS analysera la façon dont la procédure simplifiée est appliquée dans la pratique et examinera les étapes suivantes à engager.

3. ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE, Y COMPRIS UNE ÉVALUATION GLOBALE DU RAPPORT COÛT-EFFICACITÉ DES CONTRÔLES (ART. 66, PAR. 9, DU RF)

La révision en profondeur, en 2011, de la mise en œuvre du cadre de contrôle interne à la DG Finances s'est conclue par l'adoption, par l'ordonnateur délégué, d'instructions spécifiques destinées à améliorer le cadre de contrôle interne (GEDA D(2012)616); elles ont été publiées le 9 janvier 2012. Elles portent en particulier sur la révision des normes relatives au système des indicateurs de performance (norme 10), aux programmes de travail annuels (norme 9), aux manuels de procédures (norme 15), à la déontologie et à l'intégrité (norme 1) ainsi qu'à l'enregistrement du courrier et aux systèmes d'archivage (norme 13).

En 2012, la DG FINS a adopté son plan d'archivage (CARDOC) et la cellule budgétaire et vérification a examiné les procédures d'archivage et d'enregistrement des unités avant de rédiger des instructions détaillées compte tenu des décisions récentes du Bureau sur le traitement des informations confidentielles et la gestion des documents et des questions de protection des données à caractère personnel. Ces instructions ont été adoptées par le directeur général en décembre 2012.

La mise en œuvre du cadre de contrôle interne a également été abordée et précisée lors de plusieurs réunions de la direction de la DG FINS en collaboration avec le service de contrôle ex ante. Le 22 mai 2013, la mise en œuvre du cadre de contrôle interne a également été examinée et discutée lors de la réunion du comité de direction élargi de la DG FINS (directeurs et chefs d'unité) et l'attention des unités a été attirée sur son contenu et sur les mesures qui s'y rapportent.

Par ailleurs, les instructions spécifiques suivantes ont été données:

Norme 11: mise à jour des deux formulaires de risque dans le registre des risques de la DG FINS (retard dans la régularisation des frais de voyage, projet de nouveau système de gestion financière (rFIS)) pour le 15 juin 2013; examen et confirmation au service de gestion des risques que la situation des autres "risques éventuels" ayant fait l'objet d'un précédent examen et de discussions n'a pas évolué au point de devoir être inscrits au registre.

Norme 13: révision et adaptation, au besoin, des procédures d'enregistrement et d'archivage des unités sur la base des instructions récentes de la DG FINS et mise à jour de leurs manuels.

Norme 15: mise à jour de leurs manuels par les unités compte tenu des dispositions du nouveau règlement financier, des instructions relatives à l'enregistrement et à l'archivage, du fait que les manuels de plusieurs projets lancés dans le cadre du nouveau statut n'ont pas été adoptés en 2010, de la nécessité de s'attacher aux procédures de recouvrement adéquates dans des domaines tels que les pensions, les frais de voyage, l'assistance parlementaire, etc. La cellule budgétaire et vérification devra réviser les projets de manuels avant leur adoption par les directeurs.

Norme 16: établissement par l'unité de la coordination, et notamment l'équipe des LSA, en coopération avec les unités opérationnelles, d'une liste et d'un registre mis à jour des droits d'accès actifs à chaque application informatique locale et définition des flux de travail adéquats permettant de s'assurer que le registre restera à jour par la suite.

D'autres précisions sur la mise en œuvre du cadre de contrôle interne et sur les actions à mener à ce propos figurent à l'annexe 6.8.

La mise en œuvre du cadre de contrôle interne sera réexaminée en 2014.

4. CONCLUSIONS

Au cours de la période couverte par le présent rapport, la DG FINS a continué d'assurer le bon fonctionnement des domaines dont elle est responsable, comme le paiement des indemnités des députés ainsi que la préparation et le suivi des procédures budgétaires. Sous sa responsabilité, plusieurs projets spécifiques ont également été menés, lesquels sortent du cadre de la gestion des opérations quotidiennes et requièrent des ressources supplémentaires notables. Il s'agit notamment des projets suivants:

- l'appel d'offres pour sélectionner une nouvelle agence de voyage;
- le groupe de travail conjoint du PE et de la commission des budgets;
- la révision de la réglementation interne due à l'entrée en vigueur du règlement financier révisé (adaptation de plusieurs textes et modèles, formations proposées aux services et aux fonctionnaires concernés);
- la refonte du système d'information financière;
- le portail des députés.

La DG Finances consacre des moyens considérables à la réalisation de ces deux derniers projets (système de gestion financière et portail des députés), qui constituent l'un des grands axes de ces travaux.

– Le projet de système de gestion financière suppose des réunions permanentes des groupes de travail avec les consultants participants afin de définir les processus ainsi que des réunions régulières avec les représentants des autres DG afin que les processus soient pertinents et cohérents et qu'ils prévoient les interfaces nécessaires avec les applications utilisées dans les différentes DG.

– Le portail des députés exige l'intervention massive des unités les plus concernées de la direction des droits financiers et sociaux, ce qui accroît la pression sur le personnel actuel de la DG FINS. Ce projet doit être considéré dans le cadre de la volonté de s'adapter aux clients,

qui caractérise de nombreux autres secteurs de la DG (formation, help-desk, conseils aux députés non inscrits, etc.).

La DG FINS examine par ailleurs les possibilités d'optimisation des procédures existantes, comme l'amélioration et l'adaptation permanentes de ses applications informatiques. En outre, la création d'un groupe de travail sur l'agence de voyage a été préparée et proposée. Son objectif est d'optimiser l'organisation des déplacements des députés. Le groupe de travail a entamé ses travaux.

Enfin, la DG FINS a mobilisé de nombreux moyens pour anticiper et préparer la fin de la législature (groupe de travail, vade-mecum, analyse des modifications aux règles en vigueur, incidences budgétaires et informatiques).

Compte tenu de l'élargissement convenu de ses missions et de ses activités ainsi que des réformes programmées dans le domaine des services aux députés, des projets informatiques et des projets en cours du programme de travail administratif 2012-2014, la DG Finances doit ajuster une fois de plus son tableau des effectifs en fonction de ses besoins réels.

Pour la procédure budgétaire 2013, la DG FINS avait d'abord décidé de se contenter d'une hausse modérée de son personnel en tenant compte des restrictions fixées par le Secrétaire général en matière de redéploiements internes (au sein de la DG Finances et en provenance d'autres DG). Pour deux des dix postes demandés, la DG Finances a privilégié un redéploiement au sein de la DG. Pour les huit autres postes, un redéploiement de postes d'autres DG avait été demandé pendant l'année 2012. Dans le cadre du tableau des effectifs de 2014, la DG FINS maintient sa demande, en plus de deux nouveaux postes devenus indispensables. Au cours de la période couverte par le présent rapport, aucune des demandes de redéploiement d'autres DG n'a reçu de réponse. Si la procédure ne donne à nouveau que des résultats limités, une autre solution devra être envisagée. L'obligation d'appliquer les dernières décisions budgétaires en matière de personnel (réduction de 5 %) ne fera que compliquer la question.

5. DÉCLARATION DE L'ORDONNATEUR DÉLÉGUÉ

Je soussigné

Directeur général de

en ma qualité d'ordonnateur délégué déclare par la présente que j'ai l'assurance raisonnable que :

- a) les informations contenues dans le rapport donnent une image fidèle de la situation ;
- b) les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière
- c) les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

Cette assurance raisonnable se fonde sur mon propre jugement et sur les éléments d'information à ma disposition, comme, par exemple, les résultats de l'auto-évaluation, des contrôles ex-post et des observations du Service d'audit interne ainsi que les enseignements retirés des rapports de la Cour des comptes relatifs aux exercices antérieurs à celui de cette déclaration.

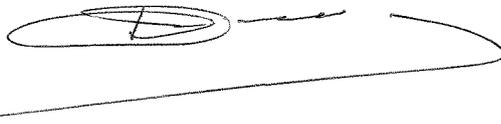
Confirme en outre n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'institution.

Fait à

le

Signature

Lucien Gao
21.2.2014



6. ANNEXES

6.1. Relevés d'exécution budgétaire 2013

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Virements + Budg. Suppl.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Sol des des Engag. E. C.	Crédits Disponibles
01...	PERSONNES LIEES A L'INSTITUTION								
010..	MEMBRES DE L'INSTITUTION								
0100.	INDEMNITES ET ALLOCATIONS								
01000	INDEMNITES								
01000-00	INDEMNITES	71.393.074,00	1.800.000,00-	69.593.074,00	69.543.043,78	99,93	69.543.043,78	0,00	50.030,22
01004	FRAIS DE VOYAGE ORDINAIRES								
01004-01	FRAIS DE VOYAGES ORDINAIRES: SESSIONS, COMMISSIONS OU LEURS DELEGATIONS, GROUPES POLITIQUES ET DIVERS	67.800.000,00	1.870.000,00	69.670.000,00	69.670.000,00	100,00	56.025.101,38	13.644.898,62	0,00
01004-02	FRAIS DE VOYAGES ORDINAIRES: DELEGATIONS PARLEMENTAIRES ET INSTITUTIONS PREVUES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION ACP-UE, AINSI QUE DANS LE CADRE DU FORUM EURO-MEDITERRANEEN	4.543.140,00	1.870.000,00-	2.673.140,00	2.673.140,00	100,00	1.814.105,70	859.034,30	0,00
	Total Poste 01004	72.343.140,00	0,00	72.343.140,00	72.343.140,00	100,00	57.839.207,08	14.503.932,92	0,00
01005	AUTRES FRAIS DE VOYAGES								
01005-00	AUTRES FRAIS DE VOYAGES								
01005-00-01	AUTRES FRAIS DE VOYAGES: VOYAGES COMPLEMENTAIRES	1.000.000,00	100.000,00	1.100.000,00	1.100.000,00	100,00	851.237,25	248.762,75	0,00
01005-00-02	AUTRES FRAIS DE VOYAGES: FRAIS DE VOYAGES EFFECTUES DANS L'ETAT MEMBRE D'ELECTION	4.054.639,00	1.000.000,00	5.054.639,00	5.054.639,00	100,00	3.855.187,16	1.199.451,84	0,00
	Total Sous-poste 01005-00	5.054.639,00	1.100.000,00	6.154.639,00	6.154.639,00	100,00	4.706.424,41	1.448.214,59	0,00
01006	INDEMNITE DE FRAIS GENERAUX								
01006-00	INDEMNITE DE FRAIS GENERAUX	39.388.525,00	268.650,00-	39.119.875,00	39.090.705,22	99,93	39.090.705,22	0,00	29.169,78
01007	INDEMNITES DE FONCTIONS								
01007-00	INDEMNITES DE FONCTIONS	184.000,00	7.390,00-	176.610,00	173.610,00	98,30	173.610,00	0,00	3.000,00
	Total Article 0100.	188.363.378,00	976.040,00-	187.387.338,00	187.305.138,00	99,96	171.352.990,49	15.952.147,51	82.200,00
0101.	COUVERTURE DES RISQUES D'ACCIDENT ET DE MALADIE ET AUTRES CHARGES SOCIALES								
01010									
01010-01	COUVERTURE DES RISQUES D'ACCIDENT ET DE MALADIE ET AUTRES CHARGES SOCIALES : COUVERTURES DES RISQUES D'ACCIDENT	176.000,00	1.410,00-	174.590,00	174.525,89	99,96	174.525,89	0,00	64,11
01010-02	COUVERTURE DES RISQUES D'ACCIDENT ET DE MALADIE ET AUTRES CHARGES SOCIALES : REMBOURSEMENT DES FRAIS MEDICAUX								
01010-02-01	COUVERTURE DES RISQUES D'ACCIDENT ET DE MALADIE ET AUTRES CHARGES SOCIALES : REMBOURSEMENT DES FRAIS MEDICAUX	1.931.000,00	504.700,00-	1.426.300,00	1.422.137,89	99,71	1.422.137,89	0,00	4.162,11
01010-02-02	COUVERTURE DES RISQUES D'ACCIDENT ET DE MALADIE ET AUTRES CHARGES SOCIALES: REMBOURSEMENT DES FRAIS MEDICAUX- DEPENSES ADMINISTRATIFS	320.000,00	1.350,00-	318.650,00	318.650,00	100,00	318.650,00	0,00	0,00
01010-02-03	COUVERTURE DES RISQUES D'ACCIDENT ET DE MALADIE ET AUTRES CHARGES SOCIALES: REMBOURSEMENT DE LA COTISATION DUE AU TITRE DE L'ASSURANCE SANTE	200.000,00	20.000,00-	180.000,00	161.860,06	89,92	161.860,06	0,00	18.139,94
	Total Sous-poste 01010-02	2.451.000,00	526.050,00-	1.924.950,00	1.902.647,95	98,84	1.902.647,95	0,00	22.302,05
01010-04	COUVERTURE DES RISQUES D'ACCIDENT ET DE MALADIE ET AUTRES CHARGES SOCIALES : ASSURANCE PERTE ET VOL D'EFFETS ET OBJETS PERSONNELS	66.000,00	0,00	66.000,00	66.000,00	100,00	66.000,00	0,00	0,00
01010-05	ASSURANCE DE RAPATRIEMENT	76.000,00	0,00	76.000,00	72.564,96	95,48	72.564,96	0,00	3.435,04

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Virements + Budg. Suppl.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Sol des des Engag. E. C.	Crédits Disponibles
	Total Poste 01010	2.769.000,00	527.460,00-	2.241.540,00	2.215.738,80	98,85	2.215.738,80	0,00	25.801,20
01012	INTERVENTIONS SPECIFIQUES EN FAVEUR DES DEPUTES HANDICAPES								
01012-00	INTERVENTIONS SPECIFIQUES EN FAVEUR DES DEPUTES HANDICAPES	384.000,00	130.000,00-	254.000,00	209.016,87	82,29	209.016,87	0,00	44.983,13
	Total Article 0101.	3.153.000,00	657.460,00-	2.495.540,00	2.424.755,67	97,16	2.424.755,67	0,00	70.784,33
0102.	INDEMNITES TRANSITOIRES								
01020	INDEMNITES TRANSITOIRES								
01020-00	INDEMNITES TRANSITOIRES	800.000,00	560.000,00-	240.000,00	183.008,01	76,25	183.008,01	0,00	56.991,99
0103.	PENSIONS								
01030	PENSIONS D' ANCIENNETE								
01030-01	PENSIONS D' ANCIENNETE: STATUT DES DEPUTES	98.000,00	0,00	98.000,00	86.610,49	88,38	86.610,49	0,00	11.389,51
01030-02	PENSIONS D' ANCIENNETE: FID	10.720.000,00	1.600.000,00	12.320.000,00	11.854.947,06	96,23	11.854.947,06	0,00	465.052,94
	Total Poste 01030	10.818.000,00	1.600.000,00	12.418.000,00	11.941.557,55	96,16	11.941.557,55	0,00	476.442,45
01031	PENSIONS D' INVALIDITE								
01031-01	PENSIONS D' INVALIDITE: STATUT DES DEPUTES	35.000,00	33.000,00-	2.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2.000,00
01031-02	PENSIONS D' INVALIDITE: FID	360.000,00	45.000,00-	315.000,00	278.102,18	88,29	278.102,18	0,00	36.897,82
	Total Poste 01031	395.000,00	78.000,00-	317.000,00	278.102,18	87,73	278.102,18	0,00	38.897,82
01032	PENSIONS DE SURVIE								
01032-01	PENSIONS DE SURVIE: STATUT DES DEPUTES	60.000,00	0,00	60.000,00	48.775,58	81,29	48.775,58	0,00	11.224,42
01032-02	PENSIONS DE SURVIE: FID	2.760.000,00	0,00	2.760.000,00	2.643.785,16	95,79	2.643.785,16	0,00	116.214,84
	Total Poste 01032	2.820.000,00	0,00	2.820.000,00	2.692.560,74	95,48	2.692.560,74	0,00	127.439,26
01033	REGIME DE PENSION VOLONTAIRE DES MEMBRES								
01033-00	REGIME DE PENSION VOLONTAIRE DES MEMBRES	31.000,00	0,00	31.000,00	29.327,26	94,60	29.327,26	0,00	1.672,74
	Total Article 0103.	14.064.000,00	1.522.000,00	15.586.000,00	14.941.547,73	95,87	14.941.547,73	0,00	644.452,27
0105.	COURS DE LANGUES ET D' INFORMATIQUE								
01050	COURS DE LANGUES ET D' INFORMATIQUE								
01050-00	COURS DE LANGUES ET D' INFORMATIQUE	500.000,00	60.000,00	560.000,00	560.000,00	100,00	521.164,38	38.835,62	0,00
	Total Chapitre 010.	206.880.378,00	611.500,00-	206.268.878,00	205.414.449,41	99,59	189.423.466,28	15.990.983,13	854.428,59
014.	AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES								
0140.	AUTRES AGENTS ET PERSONNES EXTERNES								
01406	OBSERVATEURS								
01406-00	OBSERVATEURS	447.449,00	135.000,00-	312.449,00	312.000,00	99,86	280.098,57	31.901,43	449,00
	Total Titre 01...	207.327.827,00	746.500,00-	206.581.327,00	205.726.449,41	99,59	189.703.564,85	16.022.884,56	854.877,59

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Virements + Budg. Suppl.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Sol des des Engag. E. C.	Crédits Disponibles
02...	IMMEUBLES, MOBILIER, EQUIPEMENT ET DEPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT								
023..	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT								
0231.	CHARGES FINANCIERES								
02310	CHARGES FINANCIERES								
02310-01	CHARGES FINANCIERES : FRAIS BANCAIRES	55.000,00	38.000,00-	17.000,00	16.500,00	97,06	14.065,63	2.434,37	500,00
02310-02	CHARGES FINANCIERES : AUTRES FRAIS FINANCIERS	20.000,00	0,00	20.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00
	Total Poste 02310	75.000,00	38.000,00-	37.000,00	16.500,00	44,59	14.065,63	2.434,37	20.500,00
0232.	FRAIS JURIDIQUES ET DOMMAGES								
02320	FRAIS JURIDIQUES ET DOMMAGES								
02320-02	FRAIS JURIDIQUES ET DOMMAGES : AUTRES DOMMAGES, INTERETS ET DETTES ANTERIEURES	10.000,00	0,00	10.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10.000,00
0238.	AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF								
02380	AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF								
02380-02	AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF : ASSURANCE POUR LA TRESORERIE	40.000,00	0,00	40.000,00	40.000,00	100,00	7.790,00	32.210,00	0,00
	Total Chapitre 023..	125.000,00	38.000,00-	87.000,00	56.500,00	64,94	21.855,63	34.644,37	30.500,00
	Total Titre 02...	125.000,00	38.000,00-	87.000,00	56.500,00	64,94	21.855,63	34.644,37	30.500,00

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Virements + Budg. Suppl.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Sol des des Engag. E. C.	Crédits Disponibles
03...	DEPENSES RESULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS GENERALES								
030..	REUNIONS ET CONFERENCES								
0302.	FRAIS DE RECEPTION ET DE REPRESENTATION								
03020	FRAIS DE RECEPTION ET DE REPRESENTATION								
03020-06	FRAIS DE RECEPTION ET DE REPRESENTATION: REPRESENTATION ET FONCTIONNEMENT DU CABINET DU PRESIDENT	40.000,00	16.000,00-	24.000,00	24.000,00	100,00	11.257,11	12.742,89	0,00
03020-08	FRAIS DE RECEPTION ET DE REPRESENTATION: INDEMNITES POUR LES DEPUTES CHARGES D'UNE FONCTION OFFICIELLE	194.400,00	50.000,00-	144.400,00	144.400,00	100,00	82.034,89	62.365,11	0,00
	Total Poste 03020	234.400,00	66.000,00-	168.400,00	168.400,00	100,00	93.292,00	75.108,00	0,00
0304.	FRAIS DIVERS DE REUNIONS								
03049	FRAIS DE PRESTATIONS DE L'AGENCE DE VOYAGE								
03049-00	FRAIS DE PRESTATIONS DE L'AGENCE DE VOYAGE	2.124.660,00	56.000,00-	2.068.660,00	2.068.660,00	100,00	1.713.812,62	354.847,38	0,00
	Total Chapitre 030..	2.359.060,00	122.000,00-	2.237.060,00	2.237.060,00	100,00	1.807.104,62	429.955,38	0,00
032..	EXPERTISE ET INFORMATION : ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION								
0320.	ACQUISITION D'EXPERTISE								
03200	ACQUISITION D'EXPERTISE								
03200-03	ACQUISITION D'EXPERTISE : EXPERTS POUR L'ADMINISTRATION	650.000,00	250.765,00	900.765,00	874.018,27	97,03	49.224,00	824.794,27	26.746,73
	Total Titre 03...	3.009.060,00	128.765,00	3.137.825,00	3.111.078,27	99,15	1.856.328,62	1.254.749,65	26.746,73

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Virements + Budg. Suppl.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Sol des des Engag. E. C.	Crédits Disponibles
04...	DEPENSES RESULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS SPECIFIQUES								
040..	DEPENSES PARTICULIERES DE CERTAINES INSTITUTIONS ET DE CERTAINS ORGANES								
0400.	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPE POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS								
04000	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPE POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS								
04000-00	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPE POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS	58.750.000,00	48.000,00-	58.702.000,00	58.697.494,00	99,99	58.023.348,70	674.145,30	4.506,00
0402.	CONTRIBUTIONS EN FAVEUR DES PARTIS POLITIQUES EUROPEENS								
04020	FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES EUROPEENS								
04020-00	FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES EUROPEENS	21.794.200,00	208.000,00-	21.586.200,00	21.585.794,40	100,00	17.268.634,40	4.317.160,00	405,60
0403.	CONTRIBUTIONS A DES FONDATIONS POLITIQUES EUROPEENNES								
04030	FINANCEMENT DES FONDATIONS POLITIQUES EUROPEENNES								
04030-00	FINANCEMENT DES FONDATIONS POLITIQUES EUROPEENNES	12.400.000,00	0,00	12.400.000,00	12.400.000,00	100,00	9.919.998,40	2.480.001,60	0,00
	Total Chapitre 040..	92.944.200,00	256.000,00-	92.688.200,00	92.683.288,40	99,99	85.211.981,50	7.471.306,90	4.911,60
042..	DEPENSES RELATIVES A L'ASSISTANCE PARLEMENTAIRE								
0422.	ASSISTANCE PARLEMENTAIRE								
04220	ASSISTANCE PARLEMENTAIRE								
04220-01	ASSISTANCE PARLEMENTAIRE: ASSISTANTS LOCAUX	89.000.000,00	4.300.000,00-	84.700.000,00	83.840.699,19	98,99	83.840.699,19	0,00	859.300,81
04222	DIFFERENCES DE CHANGE								
04222-00	DIFFERENCES DE CHANGE	500.000,00	200.000,00	700.000,00	662.640,83	94,66	662.640,83	0,00	37.359,17
	Total Article 0422.	89.500.000,00	4.100.000,00-	85.400.000,00	84.503.340,02	98,95	84.503.340,02	0,00	896.659,98
044..	REUNIONS ET AUTRES ACTIVITES DE DEPUTES ET ANCIENS DEPUTES								
0440.	FRAIS DE REUNION ET AUTRES ACTIVITES DES ANCIENS DEPUTES								
04400	FRAIS DE REUNION ET AUTRES ACTIVITES DES ANCIENS DEPUTES								
04400-00	FRAIS DE REUNION ET AUTRES ACTIVITES DES ANCIENS DEPUTES	200.000,00	0,00	200.000,00	200.000,00	100,00	200.000,00	0,00	0,00
0442.	COUTS DES REUNIONS ET AUTRES ACTIVITES DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE EUROPEENNE								
04420	COUTS DES REUNIONS ET AUTRES ACTIVITES DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE EUROPEENNE								
04420-00	COUTS DES REUNIONS ET AUTRES ACTIVITES DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE EUROPEENNE	175.000,00	0,00	175.000,00	175.000,00	100,00	175.000,00	0,00	0,00
	Total Chapitre 044..	375.000,00	0,00	375.000,00	375.000,00	100,00	375.000,00	0,00	0,00
	Total Titre 04...	182.819.200,00	4.356.000,00-	178.463.200,00	177.561.628,42	99,49	170.090.321,52	7.471.306,90	901.571,58
		393.281.087,00	5.011.735,00-	388.269.352,00	386.455.656,10	99,53	361.672.070,62	24.783.585,48	1.813.695,90

Poste	Intitulé	Crédits Reportés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Crédits Disponibles	Reliquat de Conversion
01...	PERSONNES LIEES A L'INSTITUTION							
010..	MEMBRES DE L'INSTITUTION							
0100.	INDEMNITES ET ALLOCATIONS							
01004	FRAIS DE VOYAGE ORDINAIRES							
01004-01	FRAIS DE VOYAGES ORDINAIRES: SESSIONS, COMMISSIONS OU LEURS DELEGATIONS, GROUPES POLITIQUES ET DIVERS	26.110.092,64	26.110.092,64	26.110.092,64	26.110.092,64	*****	0,00	0,00
01004-02	FRAIS DE VOYAGES ORDINAIRES: DELEGATIONS PARLEMENTAIRES ET INSTITUTIONS PREVUES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION ACP-UE, AINSI QUE DANS LE CADRE DU FORUM EURO-MEDITERRANEEN	1.393.440,03	1.393.440,03	1.393.440,03	1.340.640,15	96,21	52.799,88	0,00
	Total Poste 01004	27.503.532,67	27.503.532,67	27.503.532,67	27.450.732,79	99,81	52.799,88	0,00
01005	AUTRES FRAIS DE VOYAGES							
01005-01	AUTRES FRAIS DE VOYAGE							
01005-01-01	AUTRES FRAIS DE VOYAGES: VOYAGES COMPLEMENTAIRES	427.931,20	427.931,20	427.931,20	427.931,20	*****	0,00	0,00
01005-01-02	AUTRES FRAIS DE VOYAGES: FRAIS DE VOYAGES EFFECTUES DANS L'ETAT MEMBRE D'ELECTION	2.303.194,91	2.303.194,91	2.303.194,91	2.301.570,80	99,93	1.624,11	0,00
	Total Sous-poste 01005-01	2.731.126,11	2.731.126,11	2.731.126,11	2.729.502,00	99,94	1.624,11	0,00
	Total Article 0100.	30.234.658,78	30.234.658,78	30.234.658,78	30.180.234,79	99,82	54.423,99	0,00
014..	AUTRES PERSONNELS ET PRESTATIONS EXTERNES							
0140.	AUTRES AGENTS ET PERSONNES EXTERNES							
01406	OBSERVATEURS							
01406-00	OBSERVATEURS	247.872,25	247.872,25	247.872,25	201.680,50	81,36	46.191,75	0,00
	Total Titre 01...	30.482.531,03	30.482.531,03	30.482.531,03	30.381.915,29	99,67	100.615,74	0,00

Poste	Intitulé	Crédits Reportés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Crédits Disponibles	Reliquat de Conversion
02...	IMMEUBLES, MOBILIER, EQUIPEMENT ET DEPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT							
023..	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT							
0231.	CHARGES FINANCIERES							
02310	CHARGES FINANCIERES							
02310-01	CHARGES FINANCIERES : FRAIS BANCAIRES	1.809,50	1.809,50	1.809,50	1.640,56	90,66	168,94	0,00
0238.	AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF							
02380	AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF							
02380-02	AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF : ASSURANCE POUR LA TRESORERIE	32.280,00	32.280,00	32.280,00	16.245,13	50,33	16.034,87	0,00
	Total Chapitre 023..	34.089,50	34.089,50	34.089,50	17.885,69	52,47	16.203,81	0,00
	Total Titre 02...	34.089,50	34.089,50	34.089,50	17.885,69	52,47	16.203,81	0,00

Poste	Intitulé	Crédits Reportés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Crédits Disponibles	Reliquat de Conversion
03...	DEPENSES RESULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS GENERALES							
030..	REUNIONS ET CONFERENCES							
0302.	FRAIS DE RECEPTION ET DE REPRESENTATION							
03020	FRAIS DE RECEPTION ET DE REPRESENTATION							
03020-08	FRAIS DE RECEPTION ET DE REPRESENTATION: INDEMNITES POUR LES DEPUTES CHARGES D'UNE FONCTION OFFICIELLE	113.428,51	113.428,51	113.428,51	32.540,34	28,69	80.888,17	0,00
0304.	FRAIS DIVERS DE REUNIONS							
03049	FRAIS DE PRESTATIONS DE L'AGENCE DE VOYAGE							
03049-00	FRAIS DE PRESTATIONS DE L'AGENCE DE VOYAGE	379.511,37	379.511,37	379.511,37	327.930,67	86,41	51.580,70	0,00
	Total Chapitre 030..	492.939,88	492.939,88	492.939,88	360.471,01	73,13	132.468,87	0,00
032..	EXPERTISE ET INFORMATION : ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION							
0320.	ACQUISITION D'EXPERTISE							
03200	ACQUISITION D'EXPERTISE							
03200-03	ACQUISITION D'EXPERTISE : EXPERTS POUR L'ADMINISTRATION	730.767,82	730.767,82	730.767,82	714.993,36	97,84	15.774,46	0,00
	Total Titre 03...	1.223.707,70	1.223.707,70	1.223.707,70	1.075.464,37	87,89	148.243,33	0,00

Poste	Intitulé	Crédits Reportés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Crédits Disponibles	Reliquat de Conversion
04...	DEPENSES RESULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS SPECIFIQUES							
040..	DEPENSES PARTICULIERES DE CERTAINES INSTITUTIONS ET DE CERTAINS ORGANES							
0400.	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPEES POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS							
04000	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPEES POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS							
04000-00	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPEES POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS	857.640,02	857.640,02	857.640,02	504.549,99	58,83	353.090,03	0,00
0402.	CONTRIBUTIONS EN FAVEUR DES PARTIS POLITIQUES EUROPEENS							
04020	CONTRIBUTIONS EN FAVEUR DES PARTIS POLITIQUES EUROPEENS							
04020-00	CONTRIBUTIONS EN FAVEUR DES PARTIS POLITIQUES EUROPEENS	3.779.999,20	3.779.999,20	3.779.999,20	3.286.181,44	86,94	493.817,76	0,00
0403.	CONTRIBUTIONS A DES FONDATIONS POLITIQUES EUROPEENNES							
04030	CONTRIBUTIONS A DES FONDATIONS POLITIQUES EUROPEENNES							
04030-00	CONTRIBUTIONS A DES FONDATIONS POLITIQUES EUROPEENNES	2.391.054,40	2.391.054,40	2.391.054,40	1.403.845,25	58,71	987.209,15	0,00
	Total Chapitre 040..	7.028.693,62	7.028.693,62	7.028.693,62	5.194.576,68	73,91	1.834.116,94	0,00
	Total Titre 04...	7.028.693,62	7.028.693,62	7.028.693,62	5.194.576,68	73,91	1.834.116,94	0,00
	Total Général	38.769.021,85	38.769.021,85	38.769.021,85	36.669.842,03	94,59	2.099.179,82	0,00

Poste	Intitulé	Crédits an. prévus	Crédits an. cumulés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Sol des des Engag. E. C.	Crédits Disponibles
01...									
010..									
0100.									
01004									
01004-01	DS-RA, FRAIS DE VOYAGE ET DE SEJOUR POUR REUNIONS, CONVOCATIONS ET FRAIS ANNEXES	0,00	101.042,77	101.042,77	91.965,27	91,02	91.965,27	0,00	9.077,50
01004-02	FRAIS DE VOYAGES ORDINAIRES: DELEGATIONS PARLEMENTAIRES ET INSTITUTIONS PREVUES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION ACP-UE, AINSI QUE DANS LE CADRE DU FORUM EURO-MEDITERRANEEN	0,00	4.722,94	4.722,94	4.722,94	100,00	4.722,94	0,00	0,00
	Total Poste 01004	0,00	105.765,71	105.765,71	96.688,21	91,42	96.688,21	0,00	9.077,50
01006	INDEMNITE DE FRAIS GENERAUX								
01006-00	INDEMNITE DE FRAIS GENERAUX	0,00	80.233,78	80.233,78	80.233,78	100,00	80.233,78	0,00	0,00
	Total Article 0100.	0,00	185.999,49	185.999,49	176.921,99	95,12	176.921,99	0,00	9.077,50
0101.									
01010									
01010-02	COUVERTURE DES RISQUES D'ACCIDENT ET DE MALADIE ET AUTRES CHARGES SOCIALES : REMBOURSEMENT DES FRAIS MEDICAUX	0,00	283.805,81	283.805,81	283.805,81	100,00	283.805,81	0,00	0,00
0103.									
01030	PENSIONS D'ANCIENNETE								
01030-02	PENSIONS D'ANCIENNETE: FID	0,00	126.230,58	126.230,58	107.273,86	84,98	107.273,86	0,00	18.956,72
01032	PENSIONS DE SURVIE								
01032-02	PENSIONS DE SURVIE: FID	0,00	10.862,68	10.862,68	10.562,68	97,24	10.562,68	0,00	300,00
	Total Article 0103.	0,00	137.093,26	137.093,26	117.836,54	85,95	117.836,54	0,00	19.256,72
	Total Chapitre 010..	0,00	606.898,56	606.898,56	578.564,34	95,33	578.564,34	0,00	28.334,22
	Total Titre 01...	0,00	606.898,56	606.898,56	578.564,34	95,33	578.564,34	0,00	28.334,22

Poste	Intitulé	Crédits an. prévus	Crédits an. cumulés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Sol des des Engag. E. C.	Crédits Disponibles
04...									
040..									
0400.									
04000	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPES POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS								
04000-00	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPES POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS	0,00	181.670,00	181.670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181.670,00
042..									
0422.									
04220	ASSISTANCE PARLEMENTAIRE								
04220-01	ASSISTANCE PARLEMENTAIRE: ASSISTANTS LOCAUX	0,00	129.164,18	129.164,18	0,00	0,00	0,00	0,00	129.164,18
	Total Titre 04...	0,00	310.834,18	310.834,18	0,00	0,00	0,00	0,00	310.834,18
	Total Général	0,00	917.732,74	917.732,74	578.564,34	63,04	578.564,34	0,00	339.168,40

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Sol des des Engagements	Crédits disponibles
04...								
040..								
0400.								
04000	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPES POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS							
04000-00	DEPENSES ADMINISTRATIVES DE FONCTIONNEMENT, ACTIVITES POLITIQUES ET D'INFORMATION DES GROUPES POLITIQUES ET DES MEMBRES NON-INSCRITS	70.583,00	70.583,00	70.583,00	70.583,00	*****	0,00	0,00
	Total Titre 04...	70.583,00	70.583,00	70.583,00	70.583,00	*****	0,00	0,00
	Total Général	70.583,00	70.583,00	70.583,00	70.583,00	*****	0,00	0,00

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Virements + Budg. Suppl.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	Sol des des Engag. E. C.	Crédits Disponibles
04...								
040..								
0400.								
04000								
04000-00								
04000-00-EF	PRODUIT DE L'IMPOT SUR LES TRAITEMENTS, SALAIRES ET INDEMNITES DES MEMBRES DES INSTITUTIONS, DES FONCTIONNAIRES, DES AUTRES AGENTS ET DES BENEFICIAIRES D'UNE PENSION	0,00	0,00	0,00	1,00-	15.296.638,50-	15.296.637,50	1,00
042..								
0421.								
04210								
04210-00								
04210-00-EF	CONTRIBUTION DES MEMBRES DU PARLEMENT A UN REGIME DE PENSION DE RETRAITE	0,00	0,00	0,00	1,00-	0,00	1,00-	1,00
	Total Titre 04...	0,00	0,00	0,00	2,00-	15.296.638,50-	15.296.636,50	2,00
05...								
052..								
0520.								
05200	REVENUS DES FONDS PLACES OU PRETES, INTERETS BANCAIRES ET AUTRES PERCUS SUR LES COMPTES DE L'INSTITUTION							
05200-00	REVENUS DES FONDS PLACES OU PRETES, INTERETS BANCAIRES ET AUTRES PERCUS SUR LES COMPTES DE L'INSTITUTION							
05200-00-EF	REVENUS DES FONDS PLACES OU PRETES, INTERETS BANCAIRES ET AUTRES PERCUS SUR LES COMPTES DE L'INSTITUTION	0,00	0,00	0,00	1,00-	0,00	1,00-	1,00
055..								
0551.								
05510								
05510-00								
05510-00-R8	RECETTES PROVENANT DES TIERS POUR PRESTATIONS DE SERVICES OU DES TRAVAUX EFFECTUES SUR LEUR DEMANDE - RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	0,00	1,00-	0,00	1,00-	1,00
057..								
0570.								
05700								
05700-00								
05700-00-R8	RECETTES PROVENANT DE LA RESTITUTION DES SOMMES QUI ONT ETE INDUMENT PAYEES RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	0,00	1,00-	0,00	1,00-	1,00
0571.								
05710								
05710-00								
05710-00-R8	RECETTES CORRESPONDANT A UNE DESTINATION DETERMINEE TELLE QUE LES REVENUES DE FONDATIONS, LES SUBVENTIONS, LES DONS ET LEGS, Y COMPRIS LES RECETTES AFFECTEES PROPRES A CHAQUE INSTITUTION - RECETTES AFFECTEES	0,00	0,00	0,00	1,00-	0,00	1,00-	1,00

6.2. Rapport sur le respect des délais de paiement

Rapport sur le respect des délais de paiement

The following table presents the statistics produced by FINORD on the delays in the payments of invoices (after eliminating the payments for parties, foundations and groups, which are technically assimilated to invoices). This table should be read taking also into account Annex 6.10.

Factures payées		Intérêts de retard à payer à la demande (<=200€)	Pas d'intérêts de retard à payer	Total
Endéans le délai	Nombre de factures		616	616
	Montant total des factures (EUR)		7.544.170,87	7.544.170,87
	Montant des intérêts de retard (EUR)			
Après le délai	Nombre de factures	5		5
	Montant total des factures (EUR)	21.889,60		21.889,60
	Montant des intérêts de retard (EUR)	15,30		15,30
Nombre de factures		5	616	621
Montant total des factures (EUR)		21.889,60	7.544.170,87	7.566.060,47
Montant des intérêts de retard (EUR)		15,30		15,30

1. In 2013, there was no delay in the payment of an invoice resulting to a calculation of an interest being higher than €200 (Art. 106 of FR-IR), similar to 2012 and 2011.
2. For 5 cases (compared to 16 cases in 2012 and 13 cases in 2011), the maximum delays for payment were exceeded but the resulting interest in each case was lower than €200. These interests are payable only on the request of the creditor within two months after the late payment. Since for these cases the 2-month period has expired, they do not have any financial consequence on DG Finance. A preliminary examination of the corresponding lists shows that these 5 cases of delays are well spread between 4 different officials, 4 services and 4 budget lines and therefore, they appear to have an exceptional character, without any systemic effect. Moreover, the invoices represent only 0.8% of the total number of invoices or 0.3% of the total amount (€21,890 out of €7,566,060, representing the total amount of invoices excluding payments to parties, foundations and groups). For comparison, the corresponding figures for 2012 were 2.7 %, respectively 0.6% which points towards a significant improvement of the situation in 2013.
3. The potentially generated interest decreased significantly in the last 2 years from €220 in 2011, respectively €87 in 2012 to €15 in 2013. This can be explained twofold: on the one hand, by the lower amount due (€21,890 in 2013 compared to €43,342 in 2012 and even €151,967 in 2011) and on the other hand by a decreased delay of payment after the deadline (25,2 days on average in 2013, compared to 32.3 days in 2012, respectively 43.4 days in 2011).

6.3. Liste des exceptions - dérogations à la réglementation

In the framework of the ex-ante verification work in 2013, the Budget and Verification Service introduced in FINORD 4 observations.

One of these observations (OBS 02/13) concerned the correction of an earlier mistake in a recovery order issued in December 2011, which was not fully complying with the Financial Regulation provisions and specifically the deadline for payment and the interest rate. This had to be cancelled and be replaced by a new and correct one, so that to allow the Accounting Officer to apply the recovery procedures, according to article 80 of the Financial Regulation and Articles 86 – 92 of the Application Rules. The purpose of the observation of the ex-ante verifier was to explain the situation and therefore, this case is not an exception.

OBS 01/13 – Exception - Regularisation Order No 5/76 (BP 1004, 1005)

This regularisation order concerned several individual transactions for the settlement of old open cases for travel expenses which occurred after the new Statute came into force (adjustment notes for missing documents). For most of these transactions, the required supporting documents had been provided. However, there were certain cases which were regularised, despite the fact that certain supporting documents were missing.

The Budget and Verification Service validated this transaction taking into account that:

- the rules may have not been known to the MEPs during the first period of the application of the new Statute;
- due to heavy workload, the Unit had not asked these documents when the applications were presented or shortly afterwards;
- the Unit had collected alternative evidence for the trips of the MEPs or for the amounts of the tickets, for example, the invoices issued by the EP Travel Agency , etc.

OBS 03/13 – Exception – Payment Order No 690/19 (BP 1030-02)

This transaction concerned the payment of the retirement pensions (FID) for December 2013 and it included an amount for retroactive indexation of the French pensions, according to the opinion of the Legal Service SJ-0233/13 of 7/6/2013. The payment order was received for examination / validation only on 20/12/2013, i.e. after the deadline set by the accountant for the closure of the year. Therefore, the time available for examination prior to the ex-ante visa was very limited.

From the examination made, the Budget and Verification Service took the view that this payment order could have been better documented and tested and presented earlier for ex ante verification. However, it noted that:

- the documentation presented was adequate;
- the ex-ante verification did not detect errors with a financial impact, which remained uncorrected at the time of the payment;
- the fact that the time available did not allow the ex-ante verification to the desired extent could not justify the delay of the payment of the routine pensions at the end of the year.

On this basis, the Budget and Verification Service validated this payment order but it extended the scope and the duration of the ex post control on retirement pensions made in 2013, so that to cover in early 2014 the payments for the retroactive indexation of the French pensions.

Other Exception - Non respect of the deadlines of Article 67.1 (f) of the FR-AR for the settlement of payments made by the Imprest administrator

In the previous years, another exception was reported concerning the non-respect of the deadlines of Article 67.1 (f) of the FR-AR for the settlement of payments made by the Imprest administrator (Travel Expenses). In the 1st semester 2013, the settlement of these payments may have been quicker than in 2012 but it was still up to one month delayed when compared to the regulatory deadline of "*at the end of the following month*". However, in the 2nd semester 2013, following re-organisation of the management procedures and considerable efforts devoted by the Operational Unit, the regularisation delays have been within the regulatory limits.

Waiving of recovery orders

There was no waiving of recovery orders during 2013. There have been two cancellations of recoveries registered in Finord but these were only technical adjustments; for example, a partial justification of an earlier debt required the cancellation of the full recovery order and the creation of a new one, for the remaining amount.

Les décisions dérogeant aux procédures établies et aux réglementations applicables

Réf. document	Ordonnateur compétent	Objet	Montant	Avis vérificateurs		Décision	
				conforme avec observation / non conforme	Justification	Ordonnateur compétent	Justification

6.4. Obligations contractuelles de longue durée

Contractant	Objet	Durée ⁽¹⁾		Valeur totale marché	Dépense contractuelle pour 2013	Type de renouvellement ⁽²⁾	Description des mesures de contrôle
		Contrat	Marché				
VANBREDA INTERNATIONAL	Assurance accident des députés	3 ans	5 ans	1.300.000 €	261.848,15 €	Reconduction tacite	Possibilité de contrôle ex-post
MARSH S.A.	Assurance perte et vol des objets personnels des députés	3 ans	5 ans	475.000 €	97.343,68 €	Reconduction tacite	Possibilité de contrôle ex-post
Banque BCEE Banque ING Banque SGBT	Services bancaires pour le Parlement européen	1 an	5 ans	72.500 € (partie dépenses)	14.500 € (partie dépenses)	Reconduction tacite	Contrôle de l'auditeur interne
EUROSTAT	Accord administratif étude actuarielle pensions statutaires députés	3 ans	open-ended	-	21.600 €	Reconduction tacite	Possibilité de contrôle ex-post
COMMISSION (PMO)	Accord administratif remboursement des frais médicaux des députés	3 ans	open-ended	-	318.650 € (Frais administratifs dus au PMO)	Reconduction tacite	Possibilité de contrôle ex-post
BIL, BCEE, Banque populaire d'Alsace	Bank agencies in Luxembourg and Strasbourg ⁽³⁾	5 ans	10 ans	-	-	Reconduction tacite	Possibilité de contrôle ex-post
ING, BNP Paribas Fortis, KBC Bank	Bank agencies in Brussels ⁽³⁾	5 ans	10 ans	-	-	Reconduction tacite	Possibilité de contrôle ex-post
I3 Consortium	Projet FMS Gestion de projet	2 ans	5 ans	Framework	155.000 €	Reconduction tacite et prolongation exceptionnel d'une année	Possibilité de contrôle ex-post
Deloitte	Projet FMS Gestion de changement	2 ans	4 ans + 6 mois d'exécution	Framework	290.585,82 €	Réconduction tacite	Possibilité de contrôle ex-post
KPMG Luxembourg	Audit bâtiment KAD	2 ans	6 ans	210.000 €	0 €	Reconduction tacite	Contrat signé le 13/12/2013 Possibilité de contrôle ex-post

(1) Indiquez s'il s'agit de mois ou années, voire si la durée est indéterminée

(2) Indiquez s'il s'agit d'un renouvellement manuel ou automatique

(3) contrats signés par la DG INLO

6.5. Procédures négociées exceptionnelles - articles 53, 134 et 135 RAP

Les procédures négociées exceptionnelles prévues aux articles 134 et 135 des Règles d'Application du Règlement financier n'ont pas été utilisées au cours de l'année 2013 à la DG Finances.

It is noted however that an exceptional negotiated procedure of the RAP concerning the "*Obtention du PNR des billets d'avion*" was launched in 2013 under article 134§1 b, because there was only one operator on the market who offered the concerned services. Since no award decision was taken about this procedure during 2013, it will be reported in the 2014 Activity Report.

6.6. Résultat des évaluations ex-post

Beyond the routine ex ante verifications, the Budget and Verification Service of DG FINANCE carries out ex post verifications on an ad hoc basis. Their objectives are:

- a) to ensure that the management procedures actually applied are sufficient to ensure correct transactions and, eventually, to make proposals for improvement;
- b) to address certain inherent limitations to the ex-ante verifications, mainly due to the nature and the organisation of the schemes / budget posts. They are planned in such a way as to have a supplementary effect to the ex-ante verifications.

They are based on a risk analysis where all budget posts are assessed on the basis of a set of risk factors and they are prioritised according to the identified risks. The ex post verifications are emphasising the budget posts with the highest risks.

Furthermore, in 2013, the Budget and Verification Service established a structured approach on the preliminary assessment of the internal controls incorporated in the local computer applications. This was based on a checklist attached to the Work Plan 2013 of the Service, including questions on the documentation of the system, the existence of users' manuals and training, granting access rights and passwords, checks on data input, existence of log-books and coherence checks, communication with other applications, reconciliations with FINORD, etc. This control work will be also particularly useful in the context of the future examination of the computer applications by the Accounting Officer, in view of the validation of these applications according to Article 68.1 (e) of the Financial Regulation and Article 56 of the Application Rules.

In 2013, the Budget and Verification Service carried out ex post verifications on:

1. Parliamentary Assistance

In 2013, the Budget and Verification Service continued its on-going controls on the Parliamentary assistance batch payments, i.e. a combination of controls before and after validation. This approach was established in 2011, given certain limitations in the verifications and mainly the significant number of individual transactions composing each batch payment, which have to be only sample checked prior to the ex-ante visa. According to the new approach, instead of selecting individual transactions, it selects a random sample of MEPs and it verifies ex post all payments made during the previous year for the local assistants of each MEP selected.

In 2013, it continued the controls started in 2012, concluding thus the examination of a random sample of 113 MEPs, covering expenditure of 2011 and 2012 and of 22 regularisation files.

The overall impression from these controls was rather positive in the sense that no significant financial errors were detected.

La somme des erreurs substantielles détectées par les contrôles est 8.029 € ce qui représente 0,04 % de la valeur de l'échantillon 2011 et 2012 examiné. En outre, la somme des différences de régularisation qui résultent par l'examen de l'échantillon de 22 dossiers est 51.556 €(2,27%).

However, our examination revealed the need for several improvements to be introduced in the financial management of the scheme and mainly to the:

- Operational checks to detect wrong data input and other errors
- Archiving procedures and identification of the missing documents
- Justification of the codifications introduced (explanatory notes, authorisations for use of stamps of signature, etc.)
- Documents supporting the payments (invoices, content of contracts, etc.)
- Monitoring tables for the follow-up of established debts (recovery orders)
- Management of contracts for the insurance of trainees
- Formalisation of the interpretation of the application of the ceiling of 25% for service Providers
- Examination and correction of the financial errors detected by this control, including the differences resulting from the regularisation process 2011.

Furthermore, several improvements need to be introduced in the long term in the application GAP, for improving the management of the scheme and contributing to a future validation of the system by the Accounting Officer on the basis of Article 68.1 (e) of the Financial Regulation.

The above matters are still under discussion with the Operational Unit, which reminds the improvements already introduced in 2013: The archives have been reorganised in order to catch-up the delays and the situation is now under control. Additional tools have been implemented to monitor the outstanding operations. The operational procedures are being revised in view of the new legislative term. For the end of this term, a specific Vademecum has already been adopted by the Quaestors. A new version of the IT systems is being developed which will gradually improve the situation and implement most of these recommendations.

2. Travel expenses

In 2013, the Budget and Verification Service continued its "ongoing control approach" for the Travel Expenses, which is a combination of ex ante and ex post verifications. Beyond the routine controls, it carried out additional verifications, after validation, emphasising areas which were considered as of higher risk than the routine transactions. In this context, 1.230 mission settlements have been additionally checked in 2012 - 2013, taking into account the control plan of the Operational Unit adopted in May 2012. Samples have been chosen from and outside this control plan. Out of these 1.230 additional checks, 360 focused on the missions of BP 1005, which are considered as of a higher risk area because only few of such missions fall under the Control plan.

The Budget and Verification Service notes that:

- the number of errors was very small in comparison to the size of the sample
- the number of errors in cases under the control plan of the Operational Unit focuses is insignificant,
- errors detected in BP 1005 are not considered as representative of the total expenditure because this BP is not emphasised in the control plan of the Unit
- the errors are either formal or their financial consequences are insignificant

- the Operational Unit has implemented a risk-focused control plan this year to improve the situation in comparison to the earlier years.

3. Invalidity and survivors' pensions

This control was the follow up of a previous ex post control made in 2010.

The overall impression from the follow up control made in 2013 was rather positive, in the sense that no financial errors were detected.

Since the previous control, the Unit devoted efforts to identify some missing documents and this has been achieved in a considerable extent.

However, our examination confirms the need for certain improvements to be introduced:

- a) To examine the possibilities for a better documentation of the lack of other pensions from national authorities, which will have to be deducted from those paid by EP,
- b) To continue the efforts to identify the few missing documents and, on the assumption that it is not possible to find them, to re-examine all pension conditions on the basis of the available documents and establish a kind of "alternative evidence", for example a document titled "confirmation de fixation de droit à la pension".
- c) To use operational checklists, so that to improve the documentation of the work actually executed by the operators of these pensions.
- d) To examine the possibilities of introducing coherence checks in the computer application SURVIDE, so that the management of the scheme becomes more efficient.

4. Retirement pensions

This control was carried out in 2013 but it was not concluded, because of the decision to extend its scope and size, so that to cover the retroactive indexation of the French pensions made at the end of 2013.

6.7. Fonctions sensibles

In 2007, DG FINS carried out an enquiry on the sensitive posts, on the basis of the instructions applicable at that time. The results of that enquiry and of the annual reviews of the situation of sensitive posts were included in the Annual Activity Reports of the Director General from 2007 to 2010.

In 2011, DG PERS, in co-operation with DG FINS, proposed a new methodology for identifying sensitive posts. This methodology broadened the scope and improved the identification of sensitive posts. It attached importance to the control environment for compensating the risks resulting from the "sensitive" character of certain posts and offered a flexible set of reactions for compensating for any residual risks.

DG Finance adopted a "bottom-up" approach in order to identify in a reliable manner the sensitive posts but also to increase awareness of the Units about the risks resulting from such posts and for encouraging them to adopt appropriate compensating controls.

According to the method and to the checklist adopted, each Unit had to assess each post on the basis of 12 criteria, of which 4 criteria concerned the assessment of the risks resulting from the post and 8 criteria concerned the assessment of the control environment. Each part could be assessed up to a maximum 120 points.

The method included a comparison of the risk points to the points attributed to the compensating controls. If the difference was positive (i.e. if the total risk was assessed as higher than the control environment), then it had been recommended to the Units to have an interview with the post holders, in order to assess their awareness of the related risks and to listen to their views as to possible / necessary improvements.

Following this interview, the Head of Unit had to make his judgement as to if he could accept the residual risks. He had also been asked to propose appropriate actions for improving the control environment and reducing the risks at an acceptable level. These could take the following forms:

- a) Re-organisation of services, with the view to modifying the environment for the performance of the sensitive tasks
- b) Reinforcing the control environment of the sensitive tasks
- c) Rotation of the specific sensitive tasks performed by the job holder or a more general rotation within the same administrative environment, so that staff members change all tasks
- d) Mobility, so that the job holder may be transferred to a different administrative environment (other DG or other Directorate, etc.) to exercise different tasks.

The checklists of each Unit were then reviewed by the management of the DG. In general, the assessment of the sensitivity of the DG Finance posts showed that there are many posts of a "sensitive character" in the sense that they can influence decisions, mainly financial (e.g. initiators), they often provide access to sensitive information (e.g. Members' financial rights, bank accounts, etc.), they require specialised knowledge, etc. However, the assessment showed that the existing "control environment" is sufficient to compensate for the resulting risks. In certain cases however, this assessment identified the need for introducing further improvements in the control environment.

Following the first application of this system in 2011 in DG Finance, the Secretary General took over the methodology as general approach for all administrative sub-systems of the General-Secretariat and charged the Central Financial Unit of DG Finance to convey this methodology to the other DGs in 2012.

In 2012, DG Finance reviewed and updated the assessment for the posts with modifications in the tasks / functions. Also, it completed its examination with the assessment of the posts in the newly creating unit dealing with the Restructuring of the Financial Information Systems (rFIS). This assessment showed a relatively sensitive character of these new posts but the corresponding "risks" were considered as "acceptable". Furthermore, in 2012, it implemented a number of open actions in relation to the posts identified in 2011 as sensitive, namely in the Accounting and Treasury Unit, the Travel Office and the Political Structures Financing and Inventory Unit. The measures included the withholding of signature rights, the reinforced supervision by the Head of Unit, a clearer separation of responsibilities and additional checklists.

During 2013, DG Finance reminded to the services that if new posts are created or if job descriptions are changed, their "sensitivity" should be assessed and the management should be informed of any possible risks and of the necessary control measures adopted.

On the basis of the assessment work made and the improvements introduced, DG Finance takes the view that any risks identified, as resulting from the sensitive posts, could be considered as acceptable or sufficiently compensated by the existing control environment. However, it will be necessary to monitor the situation in the coming years, mainly in the framework of the ex post controls and of the activity reports, so that to identify further risks which may exist and the most appropriate actions which may be required to further improve the control environment.

6.8. Evaluation de la mise en oeuvre des normes minimales de contrôle interne

Tableau synoptique d'évaluation

Rappel des normes de contrôle interne

Section 1: Environnement de contrôle					
1. Déontologie et intégrité	2. Mission, rôle et tâches	3. Compétences du personnel	4. Rendement du personnel	5. Fonctions sensibles	6. Délégation
Section 2: Performance et gestion des risques					
7. Fixation d'objectifs	8. Programmation pluriannuelle	9. Programme de travail annuel	10. Contrôle de la performance sur la base d'objectifs et d'indicateurs	11. Analyse et gestion du risque	
Section 3: Information et communication					
12. Information ad hoc en matière de gestion		13. Enregistrement du courrier et systèmes d'archivage		14. Signalement d'irrégularités	
Section 4: Activités de contrôle					
15. Documentation relative aux procédures	16. Séparation des tâches	17. Surveillance	18. Relevé des exceptions	19. Continuité des opérations	
Section 5: Audit et évaluation					
20. Identification et correction des insuffisances du contrôle interne		21. Rapports d'audit		22. Examen annuel du contrôle interne	

Résultats de l'exercice annuel de l'autoévaluation des NMCI

1. Normes dont la mise en œuvre est achevée

N° norme	Libellé norme	Commentaires sur la réalisation
1	Ethics and integrity	<u>Achieved</u> : following instructions of the DG in January 2012, the Services reminded to their staff members the provisions in the code of conduct and other relevant documents.
2	Mission, role and tasks	<u>Achieved</u> : setting of annual objectives is part of the first periodic report and of the annual staff assessment procedure, the job description is a requirement for publishing a vacancy, the individual objectives for staff members are set annually in the staff reports, etc.
3	Staff competence	<u>Achieved</u> : Job requirements are mentioned in the vacancy notices, recruitment interviews are structured and are carried out in the presence of officials from other services and / or of the HR official, training needs for staff are discussed in the annual staff assessment procedure and in the management meetings, etc.
4	Staff performance	<u>Achieved</u> : staff reports follow the general procedures established by DG PERS.
5	Sensitive posts	<u>Achieved</u> : Full assessment of all DG FINS posts was made in 2011 and the few identified risk cases were followed up. In 2012, DG FINS co-ordinated the same exercise through all DGs on the basis of its own procedures adopted and applied in 2011. The issue of sensitive posts was also discussed in the management meetings of 15/1/2013 and of 22/5/2013. It was particularly reminded that if new posts are created or if job descriptions are changed, their "sensitivity" should be assessed and the management should be informed of any possible risks and of the necessary control measures adopted.
6	Delegation	<u>Achieved</u> : Delegations and sub-delegations are made according to the established procedures, they are co-ordinated by the Budget Unit of DG FINS, delegation decisions can be introduced in FINORD only by the FINORD administrator, etc. Additional rules were established by the AO for the sub-delegation in the case of tender procedures (Note on the re-organisation of tender procedures of 14.12.2011 (GEDA D(2011)60931). Also, in the management meeting of 22/5/2013, it was reminded to the Units that delegations for non-financial matters should be given in case of an absence exceeding one day.
7	Setting of objectives	<u>Achieved</u> : In 2012, following proposals of the working group and discussion in the management meetings of 14/12/2011, DG FINS made clear the specific objectives (or targets) to be achieved when carrying out its core tasks. These are referred to in chapter 1 of the AAR.

8	Multiannual programming	<u>Achieved:</u> The financial statements for the preparation of the annual budget include objectives and budgetary estimates for the 3 following years, for each budget post. DG FINS activities requiring expenditure over several budget years are closely monitored (cf. actuarial studies for the different pensions for Members, provisions for the possibility by Members to request certain reimbursements until 31 October of the subsequent year, taking into account the specificities of election years, carry-overs etc.). DG FINS monitors budgetary needs for major projects of the EP lasting over longer periods, in particular the building sector, <i>inter alia</i> to ensure consistency with the credits available under the Multiannual Financial Framework.
9	Annual Management Plan	<u>Achieved:</u> DG Instructions to Services in January 2012 to introduce work plans and activity reports in the form of summary tables outlining their tasks, quantifying the human resources available, presenting their activity indicators and indicating the human resources (man-days) devoted to each of the main task.
10	Monitoring performance	<u>Achieved:</u> Please see below Annex 9 to this Report.
11	Risk management	<u>Achieved:</u> Risk management policy has been reviewed in 2011 on the basis of the new risk management manual of EP and discussions with the EP Risk Management Service. Please see chapter 3 of this Activity Report. Since risk is meant to be the "uncertainty on the achievement of objectives", the progress on the performance assessment through indicators (please see ICS No 7, 9 and 10) will provide further useful information in respect of risk management. Every year, DG FINS meets twice with the EP Risk Manager and discusses various issues and it updates the risk register.
12	Ad hoc management information	<u>Achieved:</u> In 2012, the Budget and Verification Service prepared summary monthly reports on the execution of the budget, supplementing the existing monthly tables on budget implementation and briefed the Authorising Officer by delegation on a weekly basis on important budgetary developments and potential risks. Also, budget implementation and risks were regularly discussed in the DG FINS Management meetings.
13	Mail registration and filing systems	<u>Achieved:</u> In 2008, DG FINS archives were decentralised at the level of Units, which adopted their own archiving procedures. In 2012, DG FINS adopted its Filing Plan (CARDOC) and the Budget and Verification Service examined the archiving and registration procedures of the Units and drafted detailed instructions, taking into account the recent Bureau decisions on treatment of confidential information and in document management as well as, personal data protection issues. These instructions were adopted by the Director General in December 2012. The procedures for the registration of contacts with Members and assistants are partially under revision.

14	Reporting improprieties	<u>Achieved</u> : This standard is covered by the actions mentioned under ICS No 1. Also, in the management meeting of 22/5/2013, DG Finance reminded to the services that if they identify a serious error in the processing of claims, they should inform the hierarchy of the problem and of the steps that they intend to take for its settlement.
17	Supervision	<u>Achieved</u> : Supervision arrangements have been adopted by the Units, as appears in the manuals and confirmed from the replies in the framework of the sensitive posts enquiry. Ex post controls are carried out by the Budget and Verification Service, following the annual risk analysis for all budget posts.
18	Recording exceptions	<u>Achieved</u> : Exceptions and other observations are recorded in FINORD by the ex-ante verifiers and outlined in Annex 3 of the Annual Activity Report.
19	Continuity of operations	<u>Achieved</u> : In 2012, the Budget and Verification Service reviewed existing information in this respect with a special emphasis in aspects concerning the initiation of payments for Parliamentary Assistance, the signature of payments by the Imprest administrator, the annual closure by the Inventory team, the risk of strike by the Travel Agency staff, the frequency of back up of computer files, etc. It appears that despite some small "risks" which may exist given a certain shortage of staff, the Units are aware of the need for "continuity of operations" and took appropriate steps (recruitment, back-up officials, etc.) to address these issues. Furthermore in 2013, DG Finance reminded to the services that for all posts and especially for those with management duties and/or with key functions (e.g. authorising officers by sub-delegation, operational and financial initiators, verifiers, etc.), there should always be a staff member as a back-up, able to take up their tasks, if need be. Managers should keep their hierarchy regularly informed on the state of play of the various operations. Especially when managers are to leave or to change service, they should prepare a hand-over, in the form of the "dossier de transmission" proposed by DG PERS, outlining the outstanding matters, those implying risks in their work and, where applicable, the "state of existing operations" in the meaning of Article 5(11) of the Internal Rules, informing and facilitating thus their successor to deal with them afterwards. Further, the minimum level of staff presence necessary to guarantee proper functioning and continuity of the services in different situations has been defined for each service.
20	Recording and correction of internal control weaknesses	<u>Achieved</u> : For weaknesses identified during the ex post controls or in the daily management, there is a follow up either on the basis of correspondence with the Units concerned or on the basis of a follow up control two years after the initial recommendations were addressed. In the case of recommendations addressed by the IAS, there is a monitoring system for implementation (please see ICS No 21 below).

21	Audit reports	<u>Achieved</u> : The observations included in the Audit Reports by the Internal Auditor and / or the Court of Auditors are followed up at central level to ensure that the recommended actions for improvement are implemented by the competent services. This task is facilitated by the bi-annual reporting of outstanding actions by the IAS, which started from 2012.
22	Annual review of internal control	<u>Achieved</u> : A detailed review of the Internal Control Framework in DG FINS took place in 2011. In 2012 and 2013, beyond the annual review, specific aspects of ICF were followed up (performance assessment, registration and archiving, etc).

2. Normes dont la mise en œuvre est presque achevée

N° norme	Libellé norme	<u>Éléments à compléter</u>
15	Documentation of procedures	<u>Almost achieved</u> : In 2010, the Operational Units of DG Finance adopted procedure manuals for most of the budget posts that they manage. In 2013 they were asked from the DG to update the existing manuals and to adopt procedure manuals for the few missing financial sub-systems and for other essential sub-systems, even if they do not have a direct financial impact. This work was made in 2013 for several budget-posts but was not completed. The outstanding work concerns mainly posts where essential elements of the management framework are reviewed before the European elections. The remaining manuals will be updated as soon as this review is concluded.
16	Segregation of duties	<u>Almost achieved</u> : The financial circuits in place, in conformity to the rules, ensure the segregation of duties: FINORD recognises as incompatible the roles of initiator, ex ante verifier and authorising officer; the FINORD administrator could be an initiator but not an ex ante verifier or an authorising officer; the Accountant is not an authorising officer, etc. The Finord administrator verifies annually that active access rights in FINORD correspond to the appointment decisions. The only concern in respect of segregation had been the need to better formalise the procedures for granting and withdrawing access rights to the local computer applications producing batch payments because operating such applications has a similar effect as initiating payments. The instructions on registration and archiving mentioned under ICS No 13 include clear requirements for the Co-ordination Unit to review all active access rights and for the operational Units to confirm and closely monitor these rights. This Unit is currently working on this in cooperation with the Budget Verification Service.

6.9. Activity and performance indicators

In the beginning of 2012, DG Finance established genuine performance indicators for its tasks (see the instructions of the Director General of 9 January 2012: Improvements in relation to the Internal Control framework, GEDA D(2012)616). In 2013, the same performance indicators are being applied.

These indicators being relatively new, only partially can be compared to results of the previous year(s). Over the years, the results achieved will give the authorising officer indication of the weaknesses and strengths of the different elements of the services.

The performance of directorates B and C (Members' Financial and Social Entitlements, and Political Structures Financing and Other Services) is measured particularly against the correctness and the timeliness of the financial transactions. Performance of directorate A is measured against specific indicators designed for each unit focusing on the correctness of actions and the client orientation of the services.

In general, DG FINS performance is assessed through the indicators monitored at the level of Units. However, information as of a more general assessment could be presented in relation to the targets (objectives) below:

Timeliness of payments (current credits)

A significant share of the DG FINS payments during 2013 were the monthly batch payments for the salaries of the Members, the parliamentary assistance allowance, the General Expenditure Allowance and the retirement and survivors' pensions. These represented some 57,2 % of the payments of the year. These payments should be forwarded every month to the Accounting and Treasury Unit before a deadline set by the Accounting Officer. With four exceptions, the monthly batch payments were made before the deadline. Annex 6.10 shows details of the timing of the batch payments. It is noted however that the short internal delays for these four exceptional cases did not affect the delay of payment to the beneficiaries (*valeur bénéficiaire*), as these were compensated by the Accounting and Treasury Unit.

Another significant share of DG FINS payments in 2013 were the advance payments 80% of the grants to the political parties and foundations as well as, the payments to the political groups. These payments represented some 23,2 % of the overall payments and they are made only after the Bureau has adopted the relevant decision. As Annex 6.10 shows, the Bureau adopted these decisions on 4/2/2013 and the payments were made on 8/2/2013 and on 15/2/2013, which means without delays.

It is also noted that some 17,3 % of the DG FINS payments concern the Members' travel and subsistence expenses and they are made within a few days by the Imprest Administrator and regularised in the budget afterwards. From the point of view of timeliness of payments, these did not cause any delay.

A smaller share of DG FINS payments related to invoices and to assimilated documents, accounting for some 2,0% of the total payments. 371 invoices were paid on time, with 5 exceptions. FINORD reports on the payment delays indicates that there was no delay in the payment of an invoice in 2013 resulting to a calculation of a potential interest being higher than €200 (situation similar to 2012).

The four above groups of payments account for some 99,7 % of the overall DG FINS payments (current credits) during 2013 and they were made without delays (except for 5 invoices). It should be added that the New Financial Regulations applied as from January 2013 has provided for the reduction of the payments' deadline from 45 to 30 days. In DG FINS the average duration for the payment of invoices in 2013 was 14,15 days, representing less than half the time provided for in the Financial Regulation (30 days).

Correctness of payments

It is very difficult to assess this target (objective) with a few general indicators at DG level and for this reason its main assessment is undertaken by the Units. An error in a payment procedure could result in a recovery order or in an additional payment (e.g. a manual payment beyond the normal monthly batch). However, it cannot be considered that all recovery orders and all manual payments are results of errors. For example an individual manual payment could be due to the late presentation of the claim from the beneficiary and to the efforts of the Unit to satisfy him, instead of letting him wait until the next monthly batch payment.

In this respect, a very rough indication of the correctness of payments could be given by the recovery orders issued on an assigned revenue account. According to Article 21.3 (c) of the Financial Regulation, one of the possible cases (and the most frequent in DG FINS) resulting in assigned revenue is the repayment of amounts wrongly paid.

According to information collected from FINORD, during 2013, 30 recovery orders were issued in an assigned revenue account for a total value of 1.429.351 €. The most significant recovery orders were for parliamentary assistance allowance (one recovery order for BP 4220-01 amounting to 647.702 €) and treatment of medical expenses of the Members (another recovery order for BP 1010-02 for 283.715 €, representing amounts paid to PMO in 2012). 9 additional recovery orders amounting at 224.129 € were issued due to changes of composition of political groups under BP 4000. It has however to be underlined that in particular the recovery orders representing the amounts paid to the PMO and the recovery orders made due to changes of political parties are not results of errors. Another recovery order was created for parliamentary assistance (BP 4220-01) amounting to 107.695 €

For comparison purposes, it is noted that in 2012, 62 recovery orders were issued in an assigned revenue account for a total value of 1.423.639 €. The most significant amounts were the recoveries for parliamentary assistance allowance (BP 4220-01 for 814.404 €) and treatment of medical expenses of the Members (BP 1010-02 for 271.816 € paid to PMO in 2011).

More specific activity / performance indicators concerning the Units are the following:

Budget and Verification Service
--

During 2013, the Budget and Verification Service:

- verified and validated 1.923 transactions for 36 budget posts (4 observations introduced in FINORD). For comparison purposes, in 2012, 1.745 transactions were validated and 3 observations were introduced to FINORD;

- reviewed the situation on the Internal Control Framework in DG FINS;
- continued the ex post control work on Parliamentary Assistance and Travel Expenses and it started ex post controls on Retirement Pensions and on Invalidity and Survivals Pensions;
- prepared 11 requests for transfer of credits (17 requests in 2012);
- validated 57 cases of establishment of rights or modifications, mainly for pensions (72 cases in 2012);
- provided opinions on 16 cases in the framework of the Tenders Support Team (cellule d'appui) and made 19 other verifications in tender / contract documents (10 and 16 cases in 2012 respectively);
- carried out the monthly closures for the DG (reconciliation FINORD/FINICS);
- contributed to the preparation of the intermediate activity reports of the DG.

Furthermore, in 2013, the Budget and Verification Service monitored the delays in the validation of the budgetary documents, as shown in the following table:

Type of documents	Number of documents	Average delay calendar days	Average delay working days
Payment Orders	1359 (*)	4,4	3,1
Regularisations Imprest payments	373	5,9	4,2
Commitments	129	1,8	1,3
Recovery Orders	62 (**)	19,3	13,8

(*) figure including 7 payments to political groups, respectively 44 (26 current credits + 18 carry over credits) for political parties and foundations.

(**) the average delay only includes 30 recovery orders in assigned revenue.

There were 1359 payment orders in 2013, compared to 1298 payment orders in 2012. The average delays expressed in calendar/working days have remained almost unchanged with 4,4 respectively 3,1 compared to 4,4 respectively 3,2 days in 2012.

The regularisations of imprest payments increased from 272 in 2012 to 373 in 2013, whereas the average calendar/working days have remained almost unchanged with 5,9 respectively 4,2 compared with 5,8 respectively 4,2 days.

The number of commitments validated includes 94 commitments for credits 2013, respectively 35 for anticipated commitments (credits 2014). The average calendar/working days remained the same as at the end of 2012 (1,8 respectively 1,3 days).

The number of recovery orders has decreased considerably from 91 in 2012 to 62 in 2013. Out of 62 ROs there were 30 for the assigned revenue showing an average delay between creation and ex-ante validation of 19,3 days, respectively 13,8 days. The apparent significant timeframe was induced by 3 ROs which were validated in ex-ante Service after more than 100 days, due to procedural difficulties of the cases. In the absence of those 3 ROs the average delay would drop to 4,0 days, respectively 2,9 days.

Budget Unit

- Nombre de rappels pour les rapports périodiques d'activité: 2
- Virements et transferts approuvés: 62
- Nombre de fiches financières traitées256
- Emails traités du 01/01/2013 au 31/12/2013 5 301

Type	Nombre de virements	Somme
Virement C	10	69.088.000€
Virement P	10	9.798.500€
Virement S	42	21.360.255€
TOTAL au 31/12/2013	62	100.246.755€

Central Financial Unit

Helpdesk:

- number of questions in writing: 276 (194 on procurement)
- number of registered questions outside helpdesk: 44 (16 on procurement)

Training:

- regular training:

65 courses, total participants (internal): 693. (31 external).

- specific training:

- (i) training financial management for Court of Auditors administration, total participants 40
- (ii) training for HU translation service, total 36 participants
- (iii) 3 Web Contracts ad-hoc trainings DG PERS: total participants 7

Public Procurement Forum:

- 4 meetings
- 18 dossiers
- 21 referrals for opinion on exceptional negotiated procedures under art. 53 RAP

The information provided through training, helpdesk and guidance is to be implemented in day to day financial management by authorising officers. This implementation is beyond the remit of the CFU. However the following figures provide information as to non-compliances:

(i) number of overrulings recorded: 17

The issues (mainly non-compliance with the requirement of prior commitments) are given proper attention in financial and procurement training. They appear to be individual administrative errors. Their number is extremely low compared to the number of transactions.

(ii) payment deadlines: the large majority of invoices is paid by the EP services within the applicable deadlines.

2034 invoices (9% of the total) were paid outside the applicable deadlines compared to 1786 (or 8%) in 2012. In 12 cases (compared to 34 cases in 2012) this gave rise to default interest payment. The total interest paid shows a decrease (EUR 10.162,25 compared to EUR 16.908,18 in 2012)

To be noted that the CFU has provided targeted training and assistance to services particularly affected by late payments.

Members' Salaries and Social Entitlements Unit

Salaries, transitional allowance and pensions

- Salaries: 735 MEPs receive the statutory salary (8754 payments on a year to date basis ["YTD"]), 31 are "opt out" under Art. 25 of the Statute.
- Transitional allowance: 7 beneficiaries (23 "YTD" payments)
- Pension PEAM Annex I and II: 4 invalidity pensions and 48 survivors' pensions (660 "YTD" payments)
- Pension PEAM Annex III: 375 beneficiaries – 301 former MEPs and 74 survivors (4524 "YTD" payments)
- Pension PEAM Annex VII: 646 beneficiaries - 565 former MEPs and 81 survivors (7649 "YTD" payments)
- Statutory pension schemes:
 - "old age scheme": 12 beneficiaries (108 "YTD" payments)
 - "survivors scheme": 5 beneficiaries (54 "YTD" payments)

Accident insurance scheme :

- number of claims initiated "YTD": 13
- number of claims closed "YTD": 21
- number of pending claims: 20

average claim processing length: +/- 110 weeks (1 case stemming from 2005, 1 case from 2007 and 4 cases from 2008 were closed this year)

Theft and loss insurance scheme:

- number of claims initiated "YTD": 27
- number of claims closed "YTD": 24
- number of pending claims: 6

average claim processing length: +/- 11 weeks

Repatriation insurance scheme:

- number of claims initiated "YTD": 9
- number of claims closed "YTD": 6
- number of pending claims: 5

average claim processing length: +/- 10 weeks

Assistance to MEPs with disabilities

- Beneficiaries: 2 (44 "YTD" payments)

Medical expenses scheme:

- Number of claims processed: 2846
- Number of MEPs in "opt out" situation: 55
- Number of insurance cards issued: 51

Bank accounts

- Number of bank accounts (MEPS') under management: 4085

Parliamentary Assistance and Members' General Expenditure Unit

Number of regularisation files treated - year 2012 : 630 files
Number of reminders and letters sent to paying agent and MEP's: 1.073
Parliamentary assist. allowance (new introductions and modifications of files): 22.577
Number of payments and other related operations (January to December) : 81.005
Files modifications and new contracts of accredited assistants: 2.001
Files missions "three places of work" : 9.634
Files missions "outside three places of work): 4.647
Number of payments of General Expenditure allowance: 9.208
Amounts deducted from General Expenditure allowance: 531
Number of accountancy orders FINORD established : 73

Members' Travel and Subsistence Expenses Unit

Activité enregistrement & décomptes, Caisse :

Montant total des liquidations⁽¹⁾ saisies : 74.313.491 euros

Nombre total de liquidations⁽¹⁾ saisies : 221.688

Paiements Régie :

Montant total des paiements : 74.293.210 euros

Nombre total de virement effectués : 20.769

- Députés : 20.664
- Agence de voyage : 93 relevés
- Autres : 12

Montant et valeur des corrections effectuées :

Nombre de redressements sur liquidation⁽¹⁾ effectués : 1.580

Montant des redressements effectués : 489.529 euros

Nombre de compléments sur liquidation⁽¹⁾ effectués : 614

Montant des compléments effectués : 60.972 euros

Montant régularisé (mise au budget) : 93.308.885

Erreurs détectées en contrôle prépaiement Régie : 17 ⁽¹⁾

Délais de paiements Régie

Frais présentés en Caisse : Moyenne annuelle 5 jours ⁽²⁾

Relevés BCD : Dépend du volume des transactions pour vérification et des demandes de correction. En moyenne les relevés sont payés dans un délai de 3 à 4 jours.

¹ La liquidation est l'équivalent d'une saisie de frais

¹ Revue ciblée sur certaine typologie de frais, paiements de plus de 1.200 €

² Le délai de paiement a augmenté en fin d'année à cause du volume important des demandes de remboursement concernant des missions de l'exercice précédent, la date maximale de dépôt étant le 31 octobre.

Travel Office and Members' Professional Training Unit

Travel office

Airline tickets : 48.003
Refund airline tickets: 8.319
Rail and Ferry tickets: 61.839
Refund rail and ferry tickets: 5.455
Hotel bookings: 21.999
Refund hotel bookings: 2.298
Total : 147.913

Professional training

Language courses reimbursed : 285
- of which courses abroad : 102
- of which courses in Brussels/Strasbourg/home country : 183
Purchase of self-learning material reimbursed (mainly language material) : 14
Computer courses : 12
Payment orders : 309

Hours followed with EP professors : 1848 (provisional figure - error found in FORMEP not yet corrected)

MEPs having followed internal language courses : 112

MEPs having followed external language courses in BXL/SXB/home country : 100

MEPs having followed language courses abroad : 74

Total MEPs having taken an external course (home and/or abroad) : 174

MEPs having followed external computer course : 11

MEPs having purchased a self-learning material : 12

Number and value of errors detected: 0

Number and value of corrections made (recoveries, compensations, supplementary payments, etc.) : 5

Political Structures Financing and Inventory Unit

- *Payments to political groups after the Bureau took the corresponding decision*

La décision du Bureau concernant la répartition des crédits des groupes a été prise le 4 février 2013 et le paiement a été exécuté le 15 février.

La décision du Bureau concernant la répartition des crédits des groupes pour le 2^{ème} semestre de 2013, suite à l'adhésion de la Croatie, a été prise le 9 septembre et les ordonnances de dépenses signées le 24 septembre.

- *Payments of subsidies to European political parties and foundations, and to the European Parliamentary Association and the association of former Members of the European Parliament, starting from the date that the Bureau took the corresponding decision*

Partis et fondations:

La décision du Bureau concernant l'attribution des subventions pour 2013 a été prise le 4 février 2013 et l'OD signée par l'ordonnateur le 8 février 2013.

La décision du Bureau concernant la clôture des comptes de l'année 2012 a été prise le 9 septembre et les ordonnances de dépenses signées par l'ordonnateur le 16 septembre.

Associations FMA et APE

La décision du Bureau concernant la contribution pour l'année 2013 a été prise le 12 décembre 2012 et le paiement effectué le 18 janvier 2013. Le laps de temps écoulé s'explique par le fait que les contributions financières concernaient l'année 2013 et qu'il n'est pas possible d'engager des crédits avant l'adoption définitive du budget par le Parlement en décembre 2012.

La lettre de clôture des comptes 2012 de la FMA a été signée le 14 mai 2013 et le montant de la contribution a été fixé à 199.990,67 € Un ordre de recouvrement de 9,33 € a été émis le 13 mai 2013.

La lettre de clôture des comptes 2012 de l'APE a été signée le 12 juin 2013 et le montant de la contribution a été fixé à 160.000 € Aucun paiement ni ordre de recouvrement n'a été émis.

La décision du Bureau concernant la contribution pour l'année 2014 a été prise le 9 décembre 2013.

6.10. Timeliness of significant payments

TIMELINESS OF THE MOST SIGNIFICANT PAYMENTS IN 2013

Deadline Accountant	Salaries Deputies 19,2%		Parliamentary Assistance 23,2%		
	AO date	Amount	AO date	Amount	
January	07/01/2013	04/01/2013	5.735.669	09/01/2013	5.529.862
February	08/02/2013	04/02/2013	5.751.276	06/02/2012	6.748.214
March	08/03/2013	05/03/2013	5.744.876	07/03/2013	6.614.124
April	05/04/2013	04/04/2013	5.712.611	08/04/2013	6.587.256
May	07/05/2013	03/05/2013	5.740.617	07/05/2013	6.745.269
June	07/06/2013	05/06/2013	5.783.318	06/06/2013	6.594.526
July	05/07/2013	02/07/2013	5.751.226	05/07/2013	7.090.216
August	07/08/2013	02/08/2013	5.845.647	07/08/2013	6.824.615
September	06/09/2013	03/09/2013	5.824.429	05/09/2013	5.717.190
October	07/10/2013	04/10/2013	5.869.518	10/10/2013	7.388.006
November	07/11/2013	06/11/2013	5.832.386	07/11/2013	7.257.020
December	06/12/2013	06/12/2013	5.857.052	05/12/2013	7.699.026
				18/12/2013	2.982.759
Total			69.448.625		83.778.082

Deadline Accountant	General Allowance 10,8%		Deadline Accountant	Retirement Pensions 3,3%		Survival Pensions 0,7%		
	AO date	Amount		AO date	Amount	AO date	Amount	
January	21/12/2012	17/12/2012	3.222.505	28/01/2013	22/01/2013	832.985	23/01/2013	227.099
February	28/01/2013	21/01/2013	3.223.255	25/02/2013	18/02/2013	825.900	20/02/2013	225.536
March	25/02/2013	13/02/2013	3.238.301	26/03/2013	20/03/2013	856.826	21/03/2013	237.244
April	26/03/2013	18/03/2013	3.261.946	24/04/2013	18/04/2013	827.642	22/04/2013	226.000
May	24/04/2013	19/04/2013	3.206.059	28/05/2013	17/05/2013	826.363	23/05/2013	226.059
June	28/05/2013	17/05/2013	3.266.245	26/06/2013	19/06/2013	824.814	24/06/2013	218.244
July	26/06/2013	21/06/2013	3.234.002	26/07/2013	16/07/2013	839.082	23/07/2013	218.777
August	26/07/2013	17/07/2013	3.336.828	27/08/2013	13/08/2013	824.411	14/08/2013	217.942
September	27/08/2013	05/08/2013	3.276.642	25/09/2013	24/09/2013	827.079	13/09/2013	214.963
October	25/09/2013	18/09/2013	3.283.091	28/10/2013	21/10/2013	830.406	24/10/2013	217.338
November	28/10/2013	18/10/2013	3.311.034	26/11/2013	21/11/2013	827.288	21/11/2013	213.063
December	26/11/2013	14/11/2013	3.213.604	20/12/2013	20/12/2013	2.712.151	13/12/2013	201.519
Total			39.073.511			11.854.947		2.643.785

Parties /Found.	Closure 2012			Advance 2013 7,5%		
	Bureau Dec.	AO date	Amount	Bureau Dec.	AO date	Amount
EPP	09/09/2013	16/09/2013	1.296.542	04/02/2013	08/02/2013	5 821 034
PES	09/09/2013	16/09/2013	864.663	04/02/2013	08/02/2013	3 988 282
ELDR	09/09/2013	16/09/2013	389.868	04/02/2013	08/02/2013	1 785 981
GEP	09/09/2013	16/09/2013	266.674	04/02/2013	08/02/2013	1 250 574
AECR	09/09/2013	16/09/2013	110.021	04/02/2013	08/02/2013	1 122 077
EL	09/09/2013	16/09/2013	167.010	04/02/2013	08/02/2013	758 000
PDE	09/09/2013	16/09/2013	-	04/02/2013	08/02/2013	457 557
EFA	09/09/2013	16/09/2013	73.816	04/02/2013	08/02/2013	351 091
EUD	09/09/2013	16/09/2013	1.776	04/02/2013	08/02/2013	222 594
ECPM	09/09/2013	16/09/2013	47.288	04/02/2013	08/02/2013	244 010
EAF	09/09/2013	16/09/2013	68.523	04/02/2013	08/02/2013	308 258
AEMN				04/02/2013	08/02/2013	308 258
MELD	09/09/2013	16/09/2013	-	04/02/2013	08/02/2013	650 919
CES	09/09/2013	16/09/2013	360.986	04/02/2013	08/02/2013	3 404 404
FEPS	09/09/2013	16/09/2013	552.364	04/02/2013	08/02/2013	2 271 202
ELF	09/09/2013	16/09/2013	135.014	04/02/2013	08/02/2013	1 016 150
GEF	09/09/2013	16/09/2013	167.292	04/02/2013	08/02/2013	711 525
FER	09/09/2013	16/09/2013	6.111	04/02/2013	08/02/2013	638 415
TE	09/09/2013	16/09/2013	110.053	04/02/2013	08/02/2013	431 270
IED	09/09/2013	16/09/2013	-	04/02/2013	08/02/2013	260 681
CMC	09/09/2013	16/09/2013	-	04/02/2013	08/02/2013	199 756
OEIC	09/09/2013	16/09/2013	-	04/02/2013	08/02/2013	126 646
ECPF	09/09/2013	16/09/2013	33.038	04/02/2013	08/02/2013	138 831
EFF	09/09/2013	16/09/2013	38.988	04/02/2013	08/02/2013	175 386
FELD	09/09/2013	16/09/2013	-	04/02/2013	08/02/2013	370 346
ITE	-	-	-	04/02/2013	08/02/2013	175 386
Total			4.690.027			27.188.633

Political Groups	Payment 2013 15,7%		
	Bureau Dec.	AO date	Amount
PPE	04/02/2013	15/02/2013	21 424 196

TIMELINESS OF THE MOST SIGNIFICANT PAYMENTS IN 2013

S&D	04/02/2013	15/02/2013	15 068 216
ADLE	04/02/2013	15/02/2013	6 701 605
Verts	04/02/2013	15/02/2013	4 429 595
ECR	04/02/2013	15/02/2013	3 856 827
EFD	04/02/2013	15/02/2013	2 736 988
GUE	04/02/2013	15/02/2013	2 592 279
	Total		56 809 706

NB: The above payments represent some 80,4% of the total payments made in 2013 from the 2013 credits. Taking into account the payments made by the Imprest Administrator for Travel Expenses in 2013 (amounts regularised in 2013), this table represents 97,7% of the total 2013 payments from current credits.